

Ça tourne à l'idylle entre la Lydec et les édiles

*Pas évident pour les Casablancais de devoir cohabiter
avec des égouts bouchés et des esprits obtus*



Lire page 3

Décès de Hafida El Malki

*Les condoléances du
Bureau politique*



Suite au décès de Hafida El Malki, sœur de Habib El Malki, président de la Chambre des représentants et président du Conseil national de l'USFP, le Bureau politique, au nom de l'ensemble des Itihadi(e)s, présente ses condoléances les plus attristées à Habib El Malki, à ses sœurs Malika, Rachida, Atika, Meryem, Fatima et El Hajja, ainsi qu'à la famille et aux proches de la regrettée.

Puisse Dieu avoir l'âme de la défunte en Sa Sainte Miséricorde.

Nous sommes à Dieu et à Lui nous retournons.

Mohamed Benabdelkader
invité des tables rondes
de l'ISFJS



Le Groupe socialiste interpelle
les ministres des Finances
et de l'Education nationale



Page 2

Les prévisions économiques
optimistes du HCP pour 2021



Page 10

Le Groupe socialiste interpelle les ministres des Finances et de l'Education nationale

La question des tensions sociales dans le secteur de la poste et la généralisation des bourses de l'enseignement supérieur soulevées sous la Coupole

Actualité



Mohamed El Mellahi, membre du Groupe socialiste à la Chambre des représentants, a adressé une question orale à Mohamed Benchaaboun, ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration, sur les tensions sociales que connaît le secteur de la poste.

Il a souligné que «l'absence d'un dialogue sérieux et responsable avec les syndicats représentant le secteur de la poste a conduit à l'annonce d'une grève ouverte, à partir du 7 janvier, pour protester contre les conditions déplorables du secteur, notamment la pénurie au niveau des ressources humaines, l'atteinte à l'action syndicale et aux acquis matériels et le gel des salaires».

Mohamed El Mellahi a ajouté que «la grave pénurie affectant les ressources humaines, l'attroupement presque quotidien qui en résulte devant les centres de poste et l'annonce du personnel de la poste de faire grève ouverte, affecteront la continuité du service public et les intérêts des citoyens».

Pour cette raison, le député ittihadî a demandé à Mohamed Benchaaboun de préciser les mesures que son département va prendre en vue d'assurer la continuité du service public dans les postes et de mettre fin à ces tensions.

Pour sa part, le député et membre du Groupe socialiste Saïd Baaziz a adressé une question orale à Saïd Amzazi, ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et porte-parole du gouvernement sur la généralisation de la bourse dans l'enseignement supérieur.

Il a estimé que «la bourse de l'enseignement supérieur, malgré sa modeste valeur, contribue à motiver les étudiants à poursuivre leurs études universitaires, atténue la souffrance des étudiants pauvres et nécessiteux, et leur permet d'assurer un niveau minimum pour garantir l'égalité des chances avec les autres étu-

dants aisés».

Saïd Baaziz a souligné qu'il est inacceptable qu'un étudiant soit privé d'une bourse d'études supérieures pour des rai-

sons insignifiantes, comme l'affiliation du père à la CNSS sans tenir compte de son salaire, qui n'atteint pas dans la plupart des cas le salaire minimum légal ou sim-

plement un journalier payé pour quelques heures ou quelques jours seulement. Ou, parce que son père est à la retraite, sa pension (membres des Forces auxiliaires, des Forces Armées Royales, et autres) ne dépassant pas les 2.000 dirhams par mois, en plus d'autres raisons qui perpétuent les disparités sociales».

Le député socialiste a également noté «que le gouvernement s'est engagé à plusieurs reprises à orienter l'octroi des bourses aux étudiants des provinces classées dans la catégorie des provinces précaires, mais il n'a pas encore mis en œuvre cet engagement. Plus que cela, il a consacré la dualité dans le traitement de ces régions, dont certaines bénéficient de la généralisation des bourses, alors que d'autres en sont privées pour des raisons inconnues, telle la province de Guercif, et ce malgré son classement dans la liste des régions les plus vulnérables et l'absence d'institution universitaire dans cette province».

Saïd Baaziz a appelé Saïd Amzazi à clarifier les mesures que le gouvernement compte prendre afin de généraliser la bourse de l'enseignement supérieur, et à préciser les délais pour sa mise en œuvre.

T.M



DIRECTION CENTRALE DES ACHATS
5, Rue Salé, Hassan - Rabat

AVIS D'APPEL D'OFFRES

SEANCE NON PUBLIQUE

Il sera procédé en séance non publique, dans les bureaux de la Direction Centrale des Achats, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ci-dessous :

N° Appel d'offres	DATE ET HEURE	OBJET	MONTANT DE LA CAUTION PROVISOIRE	CONTACT
7/21	11/02/2021 à 10H00	Accompagnement pour la certification FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act) pour le Crédit Agricole du Maroc et ses filiales	20 000,00 DH	Tél : 05 30 17 86 23 05 37 26 72 11 Asmae.kebabi@creditagricole.ma rhounimi@creditagricole.ma

Les concurrents désirant soumissionner à l'appel d'offres peuvent prendre contact avec les adresses sus mentionnées en vue de recevoir la version électronique du cahier des charges.

Les plis fermés et scellés seront déposés à la Direction Centrale des Achats, à l'adresse susvisée.

N° 014/PC

Ça tourne à l'idylle entre la Lydec et les édiles



Après le temps des reproches, place à celui des petites courtoisies. C'est ainsi qu'on peut décrire la situation actuelle entre le Conseil de la capitale économique et la Lydec, délégataire de la distribution de l'eau, de l'électricité, de l'assainissement et de l'éclairage public à Casablanca et Mohammedia. En effet, un récent communiqué de la commune urbaine a dédouané la société délégataire de toute responsabilité dans les inondations qui ont touché dernièrement la ville blanche alors que le 7 janvier dernier, Abdelaziz El Omari, président du conseil de la ville, avait désigné, lors d'une intervention au JT de la deuxième chaîne nationale, la Lydec comme responsable. Il avait même demandé que cette société fournisse «un rapport détaillé sur la situation et les actions menées pour y faire face» tout en invitant «des citoyens victimes des intempéries à s'adresser à la Lydec pour se faire indemniser».

«Le communiqué daté du 12 janvier courant et signé par Abdelaziz El Omari ne représente pas l'ensemble des composantes du Conseil de la ville mais uniquement la majorité dirigeante qui vante les réalisations de son mandat qui a débuté en 2015 alors que le Conseil de la ville est une institution qui

doit être au-dessus des clivages politiques, qui s'inscrit dans la durée et qui existait avant l'arrivée de l'actuelle équipe dirigeante», nous a déclaré Houssine Nassrallah, édile casablancais de l'opposition. Et de préciser : «Il s'agit bien d'un communiqué conciliant et courtois envers la Lydec puisqu'il adopte son point de vue et son argumentaire concernant le dernier épisode pluvial qui a durement touché notre ville. En effet, le président du conseil de la ville ressasse dans ledit communiqué le discours tenu par les dirigeants de la société délégataire concernant le manque d'investissements par le Conseil de la ville et le problème des infrastructures obsolètes dépassées par l'ampleur des débits des pluies. Pourtant, le président du Conseil de la ville a omis d'évoquer deux points d'une grande importance, à savoir le rôle de contrôle que doit assurer le délégué comme le stipulent les dispositions de la loi sur la gestion déléguée et l'indemnisation de la population sinistrée. En somme, ledit communiqué reconnaît et cautionne tout ce qui a été déclaré par les dirigeants de la Lydec».

Mais qu'en est-il en réalité des investissements faits par la Lydec et du rôle de contrôle assumé par le Conseil de la ville ? Concernant la question des investissements, notam-

ment en ce qui concerne les équipements structurants et de dépollution. En contrepartie, des projets ponctuels non prévus par les contrats ont été réalisés en imputant les charges non prévues dans les projections financières initiales du contrat afin de les majorer. La valorisation des investissements, réalisés en référence à ceux qui étaient prévus en tenant compte des imputations contractuelles, a donné lieu à des écarts importants. A ce propos, le rapport avait indiqué que la Lydec a réalisé uniquement 131,6 millions de DH comme investissement global sur une prévision de 385 MDH. Il a également ajouté qu'après déduction des équipements liés à l'administration générale et la logistique, les réalisations effectives de la Lydec au titre des travaux d'infrastructure et de renforcement ne dépassent pas un taux de 26% des prévisions budgétaires.



Pas évident pour les Casablancais de devoir cohabiter avec des égouts bouchés et des esprits obtus

ment en ce qui concerne les équipements structurants et de dépollution. En contrepartie, des projets ponctuels non prévus par les contrats ont été réalisés en imputant les charges non prévues dans les projections financières initiales du contrat afin de les majorer. La valorisation des investissements, réalisés en référence à ceux qui étaient prévus en tenant compte des imputations contractuelles, a donné lieu à des écarts importants. A ce propos, le rapport avait indiqué que la Lydec a réalisé uniquement 131,6 millions de DH comme investissement global sur une prévision de 385 MDH. Il a également ajouté qu'après déduction des équipements liés à l'administration générale et la logistique, les réalisations effectives de la Lydec au titre des travaux d'infrastructure et de renforcement ne dépassent pas un taux de 26% des prévisions budgétaires.

«Au sein de la commission des biens et services relevant du Conseil de la ville, un dirigeant de la Lydec nous a affirmé que l'ensemble des engagements pris par la société délégataire ont été bel et bien respectés. Pourtant, nous n'avons accès à aucun rapport ou document confirmant ces assertions. Idem au sein du comité de suivi de la gestion déléguée où aucun document ne nous a été

fourni alors que nous en avons demandé copie à plusieurs reprises. Pis, le président de ce comité a été interdit de prendre la parole devant les édiles de l'opposition pour nous expliquer la situation alors que ce comité est la seule source qui peut confirmer ou infirmer les données chiffrées fournies par la Lydec, nous a affirmé notre interlocuteur

Et de souligner, à l'occasion, que ce comité composé de cinq élus du PJD et de deux élus du PI et du RNI ne s'est jamais réuni. «Le représentant de l'opposition au sein de ce comité m'a confié qu'il n'a jamais signé de PV alors que ce comité effectue des visites de chantier et fait des recommandations mais en tant qu'édiles, nous n'avons jamais réussi à avoir des informations de sa part», nous a-t-il expliqué. Et de conclure : «Il y a un silence, voire une opacité grave qui entoure tout ce qui concerne la société délégataire. Prenez la question de la révision de contrat entre la Lydec et la commune urbaine à titre d'exemple. Ce contrat est arrivé à terme en 2019 et chaque fois qu'on demande des informations, en tant qu'élus de la ville, le président se contente de répéter à qui veut l'entendre qu'il s'agit d'un processus long et complexe qui doit prendre du temps, mais jusqu'à quand ? Personne ne le sait».

Hassan Bentaleb

Nasser Bourita s'entretient avec son homologue suédoise

La nécessité de respecter le cessez-le-feu au Sahara réitérée par les deux parties



Mme Ann Linde

Ministre des Affaires Étrangères de la Suède

M. Nasser Bourita

Ministre des Affaires Étrangères,
de la Coopération Africaine et des Marocains
Résidant à l'Étranger

Le ministre des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger, Nasser Bourita, s'est entretenu, mardi par visioconférence, avec la ministre des Affaires étrangères du Royaume de Suède, Ann Linde. Saluant l'excellence des relations entre les deux pays, les deux ministres

ont insisté sur l'intérêt d'intensifier le dialogue politique et de renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine économique et des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger.

Sur la question du Sahara marocain, les deux ministres ont réitéré la nécessité pour toutes les parties de respecter le cessez-le-feu et de rester pleinement engagées dans le processus politique sous l'égide des Nations unies.

Au cours de cet entretien, qui a également porté sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, les deux ministres se sont engagés à raffermir la coordination pour la stabilisation et le développement en Afrique, notamment dans la région du Sahel, ajoute le communiqué.

Enfin, les deux ministres ont souligné la nécessité d'approfondir la coopération entre les deux pays au niveau multilatéral et au sein des instances internationales, dans plusieurs domaines, notamment ceux de la migration, du dialogue interreligieux, du développement durable et du changement climatique.

Révision annuelle des listes électorales générales de celles qui sont destinées aux Chambres professionnelles

Les tableaux rectificatifs provisoires mis à la disposition du public jusqu'au 17 janvier

Dans le cadre de l'opération de révision annuelle des listes électorales générales, les tableaux rectificatifs provisoires ont été mis à la disposition du public pour consultation jusqu'au 17 janvier courant, a annoncé le ministre de l'Intérieur.

"À l'issue des réunions tenues par les Commissions administratives, sous la présidence des magistrats, dans l'ensemble des communes et arrondissements du Royaume, à l'occasion de la révision annuelle ordinaire des listes électorales générales, les dites Commissions ont procédé, le 10 janvier, au dépôt des tableaux rectificatifs provisoires, qui comprennent les décisions qu'elles ont prises concernant les nouvelles demandes d'inscription et les demandes de transfert d'inscription qui leur ont été présentées ainsi que les radiations et les rectifications effectuées, et ce dans les bureaux des autorités administratives locales et dans les

services des communes et arrondissements", indique le ministre dans un communiqué.

"Lesdits tableaux rectificatifs provisoires ont été mis, en plus des listes électorales de l'année dernière, à la disposition du public jusqu'au 17 janvier", relève la même source, faisant savoir que "les personnes intéressées peuvent les consulter sur place durant les horaires officiels de travail".

Par ailleurs, le ministre rappelle que les citoyennes et citoyens non-inscrits sur les listes actuelles, répondant aux conditions légales, et n'ayant pas pu présenter leurs demandes d'inscription avant la fin du mois de décembre dernier, doivent présenter leurs demandes auprès des bureaux de l'autorité administrative locale la plus proche de leur lieu de résidence ou à travers le site électronique dédié aux listes électorales générales "www.liste-selectorales.ma", et ce au cours de

la période allant du 18 au 24 janvier courant.

Toute personne estimant que son nom a été radié de la liste électorale de manière illégale par la Commission administrative est en mesure de demander à la même Commission et dans le même délai la réintroduction de son nom dans la liste électorale, souligne le communiqué.

Les demandes et réclamations susmentionnées seront soumises aux Commissions administratives pour les étudier et prendre les décisions nécessaires à leur sujet lors des réunions qui se tiendront à cet effet entre les 10 et 14 février 2021.

Dans le même cadre, les tableaux rectificatifs provisoires sont mis à la disposition des professionnels pour consultation jusqu'au 18 janvier courant, a également annoncé le ministre de l'Intérieur dans un communiqué.

"Suite aux réunions tenues par les Commissions administratives

chargées de la révision annuelle des listes électorales des Chambres professionnelles, les dites commissions ont procédé, le 10 janvier 2021, au dépôt des tableaux rectificatifs provisoires qui renferment les décisions prises, dans les bureaux des autorités administratives locales dont relèvent les circonscriptions, les sections électorales, ainsi qu'aux sièges des Chambres professionnelles", indique la même source.

Ainsi, "les tableaux rectificatifs provisoires précités et les listes électorales de l'année dernière sont mis à la disposition des professionnels, de sorte que chaque professionnel peut les consulter sur place durant les horaires de travail officiels jusqu'au 18 janvier courant", ajoute le communiqué.

À cette occasion, le ministre de l'Intérieur informe les professionnels, femmes et hommes, travaillant dans les secteurs relevant des Chambres agricoles, Chambres de commerce, d'industrie et

de services, Chambres d'artisanat ou Chambres maritimes, que chaque professionnel non-inscrit sur les listes électorales actuelles peut présenter, jusqu'au 18 janvier courant, une demande d'inscription auprès de l'autorité administrative locale dont relève le lieu de son activité professionnelle.

De même, chaque professionnel inscrit sur la liste électorale d'une Chambre professionnelle peut demander, lors de la même période, l'inscription d'un professionnel réunissant les conditions légales requises et qui n'est pas inscrit sur cette liste ou demander la radiation du nom de toute personne qu'il considère comme inscrite de manière illégale", poursuit le communiqué.

Ces demandes et réclamations seront soumises aux commissions compétentes afin de les étudier et de prendre les décisions nécessaires lors de leurs réunions qui se tiendront du 10 au 14 février 2021, conclut le communiqué.

Fouad Kadmiri, consul du Maroc à Montréal

La reconnaissance américaine de la marocanité du Sahara est un acte politique et juridique fort

La décision américaine de reconnaître la marocanité du Sahara est un acte politique et juridique fort qui s'inscrit dans le prolongement de la position constante de l'administration américaine soutenant l'initiative marocaine d'autonomie, a indiqué le consul général du Maroc à Montréal, Fouad Kadmiri.

Les relations historiques qui existent entre les États-Unis et le Maroc ont toujours transcendé les diverses administrations, a-t-il souligné dans un entretien accordé au mensuel «Maghreb Canada Express» sur les principaux événements ayant marqué le Maroc en 2020.

Nombreux sont les États qui affirment leur reconnaissance de la pleine souveraineté du Maroc sur son Sahara, a-t-il ajouté, précisant qu'ils le font par conviction et par connaissance de l'Histoire authentique du Maroc dont le Sahara a toujours fait partie.

Cette reconnaissance, a poursuivi le diplomate, "se fait dans le respect du droit international comme en témoigne le nombre grandissant de pays ayant ouvert des consulats à Laâyoune et Dakhla et qui sont, à la date d'aujourd'hui, au nombre de 19 en plus d'un consulat américain qui sera ouvert très prochainement".

La reconnaissance améri-

caine, doublée de l'ouverture éminente d'un consulat à Dakhla, aura également des conséquences positives sur le plan économique et confortera la marche de développement consentie par le Royaume dans ses provinces du Sud, a-t-il dit, faisant savoir que cette dynamique enclenchée par le Royaume et soutenue par un acteur influent sur la scène internationale du calibre des États-Unis donnera lieu indéniablement à de nouvelles opportunités pour l'ensemble de la région.

Les derniers développements de la question nationale viennent couronner les efforts soutenus de la diplomatie marocaine agissant sous la conduite éclairée de Sa Majesté le Roi, a-t-il dit, notant que l'action entreprise par le Maroc au poste frontalier d'El Guerguarat constitue une réaction au blocage prémédité de ce passage, pendant trois semaines, par des éléments du "Polisario".

Interrogé sur la réaction des Marocains du monde à ces derniers développements, Fouad Kadmiri a indiqué que la communauté marocaine établie à l'étranger a toujours joué un rôle important dans la défense des intérêts du Royaume et en premier lieu son intégrité territoriale.

La mobilisation de cette



communauté de par le monde suite aux derniers développements de la question nationale illustre parfaitement sa présence marquée chaque fois qu'il est question de soutenir les causes de la mère patrie, a-t-il relevé, ajoutant que cette présence se fait également remarquer sur les réseaux sociaux où nombreux sont les membres de cette communauté qui ont exprimé leur adhésion, leur solidarité et leur fierté quant aux récentes percées diplomatiques du Royaume.

Evoquant la relation du Maroc avec sa communauté de confession juive établie partout

dans le monde, le diplomate a affirmé que ces liens revêtent un caractère particulier et trouvent leurs lettres de noblesse dans l'histoire singulière du Royaume, affirmant qu'à l'instar de Ses glorieuses ancêtres, Sa Majesté le Roi en sa qualité de commandeur des croyants a toujours entouré les Marocains de confession juive de Sa haute sollicitude.

De son côté, a-t-il ajouté, la communauté juive marocaine, où qu'elle soit dans le monde, a su garder ses liens avec le Maroc et reste toujours présente aux grands rendez-vous de la nation comme en témoi-

gnent les divers actes et messages de soutien adressés au Maroc et à sa cause nationale émanant des membres de cette communauté et de ses représentants.

Fouad Kadmiri a en outre mis l'accent sur la spécificité du contexte marocain caractérisé, d'une part, par l'existence d'une importante diaspora marocaine de confession juive et qui entretient des relations familiales et affectives avec le Maroc et, d'autre part, par la position constante de notre pays sur la cause palestinienne et son soutien indéfectible au peuple palestinien.

Simon Keslassy, président de la communauté juive marocaine de Toronto

La visite d'une délégation US au Sahara marocain illustre la profondeur des relations bilatérales



La visite au Sahara marocain d'une délégation américaine de haut niveau est une nouvelle illustration de la profondeur des relations entre le Maroc et les États-Unis, a affirmé le président de la communauté juive marocaine de Toronto, Simon Keslassy.

Effectuée un mois après la reconnaissance américaine de la souveraineté du Royaume sur son Sahara, la visite de cette délégation conduite par le sous-secrétaire d'Etat en charge des questions du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, David Schenker, est "la meilleure réponse aux ennemis de l'intégrité territoriale du Maroc", a déclaré Simon Keslassy à la MAP.

Il a à cet égard mis l'accent sur les liens profonds d'amitié unissant le Royaume et les États-Unis, une relation qui s'est développée au fil des ans, quelle que soit la tendance politique du locataire de la Maison Blanche.

La visite de la délégation américaine a été couronnée par la signature d'accords de coopération dans plusieurs secteurs qui profiteront aux deux pays et contribueront au développement économique de la région, a en outre relevé Simon Keslassy.

L'ouverture prévue d'un consulat américain à Dakhla, a-t-il affirmé, témoigne de l'engagement américain à mettre fin au conflit artificiel de longue date autour du Sahara marocain.

L'initiative Global Shapers Community du WEF ouvre un hub à Laâyoune



La Global Shapers Community, une initiative du World Economic Forum (WEF-Forum économique mondial) destinée aux jeunes leaders, a annoncé avoir ouvert son 444^e hub dans la ville de Laâyoune.

"Le hub de Laâyoune rejoindra d'autres hubs au Maroc situés à Rabat, Casablanca, Salé, Fès, El Jadida et Marrakech pour travailler ensemble en vue d'améliorer leurs communautés locales", indique un communiqué de l'initiative, qui compte

plus de 13.000 membres originaires de 151 pays.

La Global Shapers Community a désigné Mohamed El Moutaouakil, fondateur et PDG d'International Food Dev-Corp et ancien membre du hub de Casablanca,

pour lancer son antenne de Laâyoune. "C'est une étape importante pour Laâyoune et nous sommes impatients de travailler ensemble pour améliorer l'état de notre ville", a-t-il déclaré, cité par le communiqué.

De son côté, le directeur de la Global Shapers Community, Wadia Ait Hamza, a expliqué que l'initiative "soutient les jeunes leaders qui sont exceptionnels dans leur potentiel, leurs réalisations et leur volonté de contribuer à leurs communautés en façonnant les programmes de développement locaux, nationaux et régionaux".

Dans chaque ville, des équipes de Shapers s'auto-organisent pour créer des projets qui répondent aux besoins de leur communauté.

D'après le communiqué, les représentants du hub de Laâyoune ont reçu un fort soutien de la commune de Laâyoune ainsi que de différents acteurs locaux, qui ont exprimé "leur satisfaction et leur appui à ce groupe de jeunes leaders dynamiques".

L'opération de recrutement des membres du hub de Laâyoune débutera dans les prochaines semaines. Les jeunes de Laâyoune âgés de 18 à 27 ans désireux de jouer un rôle actif dans le changement de leur communauté locale et de co-créer des solutions innovatrices, sont invités à postuler en ligne.

De grands groupes polonais veulent investir dans nos provinces du Sud

De grands groupes polonais opérant dans différents secteurs économiques ont décidé d'investir au Maroc notamment dans les provinces du Sud.

Lors d'une séance de travail mercredi à Varsovie avec l'ambassadeur du Maroc en Pologne, Abderrahim Atmoun, plusieurs opérateurs polonais ont fait part de leur souhait de se rendre en visite dans les provinces du Sud et d'investir dans une déclaration signée à cette occasion.

Ils ont également exprimé leur admiration face à la stratégie du Maroc pour le développement économique, notamment au niveau des régions.

Lors de cette réunion, Abderrahim Atmoun a présenté les opportunités d'investissement dans les provinces du Sud du Royaume, qui sont devenues une zone d'investissements par excellence grâce à leurs multiples avantages fiscaux et atouts géographiques.

Il a de même exposé les atouts économiques du Royaume en tant que destination sûre pour des investissements et porte d'entrée par excellence vers l'Afrique pour les investisseurs polonais.

Abderrahim Atmoun a également souligné que les accords de libre-échange signés par le Maroc avec les pays africains font du

Royaume, non seulement un point de relais entre l'Europe et l'Afrique, mais également une terre d'investissement qui offre des avantages attractifs aux entreprises du monde entier.

Abderrahim Atmoun a, à cette occasion, assuré ses interlocuteurs de l'entière disposition de l'ambassade du Maroc en Pologne à fournir le soutien nécessaire à toute entreprise polonaise souhaitant investir au Royaume, à accompagner lesdits investisseurs dans leurs démarches d'installation au Maroc et ainsi faciliter les mises en relation avec l'ensemble des partenaires marocains concernés.

Ont pris part à cette réunion Zbigniew Szkopek, président du Directoire de la société Alumast, spécialisée dans la production de structures porteuses composites : poteaux électriques, d'éclairage et de télécommunication, Piotr Gapanowicz, vice-président de la société EV Charge (construction de l'infrastructure de recharge des voitures électriques), Tomasz Gutkowski, membre du Conseil de surveillance de la société KZWM Ogniochron spécialisée dans la fabrication d'équipements et de matériels de lutte contre les incendies.

Ont assisté également à cette séance de travail Radoslaw Kaczmarek, directeur financier de la société EMER, spécialisée de la

production de graisses liquides animales et de solutions alimentaires riches en protéines et Ryszard Wtorkowski, président de la société LUG, l'un des principaux fabricants européens de solutions d'éclairage professionnelles. L'entreprise est spécialisée dans la fabrication de luminaires industriels et d'infrastructure ainsi que l'éclairage décoratif et l'éclairage intérieur et extérieur des bâtiments publics, des espaces de vente et objets architectoniques.

Dans une déclaration à cette occasion, le président de l'entreprise Alumast, Zbigniew Szkopek, a affirmé que la société polonaise, fortement intéressée par les opportunités d'investissement au Maroc, veut investir dans les provinces du Sud et partager son expérience dans ce domaine avec des partenaires marocains, assurant que cette coopération sera fructueuse et bénéfique pour les deux parties.

Il a relevé que la décision du groupe d'investir dans les provinces du Sud intervient alors que les régions du Sud connaissent un essor économique remarquable à la faveur de projets d'envergure lancés dans divers domaines, outre la place du Maroc en tant que porte d'entrée par excellence vers l'Afrique.

Il a à cet égard mis en avant le

climat de stabilité favorable à l'investissement au Maroc, une destination attractive pour les investisseurs étrangers.

Pour sa part, Piotr Gapanowicz, vice-président d'"EV Charge", a souligné que l'entreprise polonaise a décidé d'investir au Maroc et en particulier dans les provinces du Sud eu égard aux progrès et à la dynamique que connaît le Royaume dans le domaine économique notamment en matière d'énergies renouvelables et aux choix efficaces du Royaume dans le domaine du développement.

Il a mis en avant la dynamique de développement des investissements dans les provinces du Sud grâce aux infrastructures dont dispose la région, mais aussi à sa stabilité et sa sécurité, outre ses multiples atouts et potentialités.

Il a tenu à souligner que les provinces du Sud constituent une passerelle pour les entreprises polonaises, comme c'est le cas pour les entreprises européennes pour l'investissement et le transfert d'expertise en Afrique, mettant l'accent sur l'importance de tirer profit de l'expérience du Maroc eu égard à sa présence et ses investissements dans le marché africain.

Tomasz Gutkowski, membre du Conseil de surveillance de la société KZWM, s'est, de son

côté, réjoui du renforcement de la coopération entre l'entreprise polonaise et les entreprises marocaines et de la décision d'investir au Maroc notamment dans les provinces du Sud, devenues une destination attractive pour les investissements étrangers à l'instar des autres régions du Royaume.

Il a assuré que l'investissement dans les provinces du Sud est dû à l'importance de cette région, devenue une porte d'entrée principale vers le marché africain prometteur, notant que la région dispose d'importantes infrastructures et atouts, comme en témoigne la volonté de plusieurs pays influents aux plans politique et économique d'investir dans la région et d'établir des partenariats avec le Royaume.

Pour sa part, Robert Jędrzejczyk, représentant du cabinet d'avocats RJ & Partners, a indiqué que les provinces du Sud représentent une formidable opportunité d'investissement et de développement pour les sociétés polonaises.

Il s'est félicité, à cette occasion, de la signature d'une déclaration d'investissement au Maroc par quatre grandes sociétés polonaises opérant dans le domaine industriel, assurant que les projets qui seront réalisés dans les provinces du Sud seront bénéfiques tant pour la Pologne que pour le Maroc.



Les variants du coronavirus se répandent *L'OMS se réunit en urgence*



Le comité d'urgence de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'est penché jeudi sur les nouveaux variants du coronavirus, qui inquiètent les autorités dans le monde, où la lutte contre le regain de la pandémie s'intensifie à coups de confinements, couvre-feux et campagnes de vaccination.

La résurgence du virus frappe aussi la Chine, qui avait largement maîtrisé l'épidémie mais a recensé jeudi son premier décès dû au Covid-19 depuis mai dernier.

Particulièrement contagieux, les variants britannique et sud-africain du coronavirus essaient: le nombre de pays et territoires où se trouve le variant repéré initialement en Grande-Bretagne s'élève à 50 et il est de 20 pour le variant identifié en Afrique du Sud, estime l'OMS pour laquelle cette évaluation est probablement sous-estimée. Et une troisième mutation, originaire de l'Amazonie brésilienne et dont le Japon a annoncé dimanche la découverte, est analysée et pourrait impacter la réponse immunitaire, selon l'OMS qui évoque "un variant inquiétant".

Pour discuter notamment de ces variants - l'un des sujets qui "nécessitent un débat urgent" - le comité d'experts de l'OMS, qui se retrouve normalement tous les trois mois, a été convoqué avec deux semaines d'avance. Des re-

commandations pour l'OMS et les pays membres devaient être publiées à l'issue de la réunion jeudi, précise un communiqué de l'organisation publié mercredi à Genève.

Une nouvelle vague de contaminations frappe un peu partout dans le monde. La Chine, où l'épidémie était apparue fin 2019, a rapporté jeudi le premier décès depuis huit mois dû au coronavirus. Il a été enregistré dans la province de Hebei, où plusieurs villes ont été dernièrement soumises à un confinement après l'apparition de foyers de contaminations. Les autorités sanitaires chinoises ont fait état de 138 nouvelles contaminations, bilan quotidien le plus élevé depuis mars. Ce nouveau décès intervient alors qu'une équipe d'experts de l'OMS est arrivée jeudi dans le pays, à Wuhan (centre) où le virus a pour la première fois été signalé fin 2019.

Composée de 10 scientifiques de différentes nationalités, elle sera chargée de remonter aux origines du Covid-19, dès que sera écoulée la quarantaine de deux semaines à laquelle sont soumis les experts sitôt leur arrivée.

En Asie toujours, le Japon a étendu mercredi son état d'urgence, déjà en place sur Tokyo et sa grande banlieue, à sept départements supplémentaires, avec notamment une fermeture en soirée des bars et restaurants.

Confronté à la pire flambée de cas et au pire bilan en Europe avec près de 85.000 morts, le Royaume-Uni, reconfiné en raison de la propagation d'un variant plus contagieux du virus, a enregistré mercredi 1.564 décès, le pire bilan quotidien depuis le début de la pandémie.

Sur le continent, c'est le Portugal qui s'est résolu à un nouveau confinement général à partir de vendredi, alors que le virus s'y propage de manière accélérée avec plus de 10.500 nouveaux cas en une journée mercredi parmi ses 10 millions d'habitants. Dans l'Espagne voisine, avec près de 39.000 nouveaux cas enregistrés mercredi, c'est une situation de "risque extrême", selon les mots de Carolina Darias, ministre de la Politique territoriale.

Alors qu'en Italie le gouvernement a annoncé son intention de prolonger l'état d'urgence jusqu'au 30 avril, la France retenait jeudi son souffle: de nouvelles mesures devaient être dévoilées pour faire face à la hausse des contaminations (plus de 23.000 enregistrées mercredi) et à la propagation du nouveau variant britannique.

De son côté, la Tunisie se reconfinne pour quatre jours, de jeudi à dimanche pour ralentir la propagation du Covid-19 qui a atteint des records, entraînant une situation "très dangereuse" selon les au-

torités sanitaires.

Et en Afrique australe, le Mozambique a annoncé mercredi un renforcement des mesures de restrictions sanitaires en raison d'une hausse du nombre de contaminations.

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 1.963.557 morts dans le monde depuis que le bureau de l'OMS en Chine a fait état de l'apparition de la maladie fin décembre 2019, selon un bilan établi par l'AFP mercredi.

Les Etats-Unis restent le pays le plus touché tant en nombre de morts (plus de 384.000) que de cas (plus de 23 millions). Avec une moyenne de trois morts par minute, le pays a enregistré mardi un nouveau record de morts quotidiens (4.470). Les Etats-Unis ont annoncé mercredi avoir atteint le chiffre de 10 millions de personnes vaccinées, important à l'échelle mondiale puisque l'OMS fait état de 28 millions de doses administrées au total dans 46 pays. Mais c'est encore bien peu pour faire fléchir l'épidémie.

En Californie, l'un des principaux foyers du coronavirus, un "méga centre" de vaccination a ouvert ses portes mercredi sur un parking du célèbre parc d'attractions Disneyland à Anaheim, fermé depuis dix mois par les autorités californiennes en raison de la pandémie.

Le pape François, âgé de 84 ans, a été vacciné mercredi, selon des journalistes.

En Russie, le président Vladimir Poutine a ordonné mercredi d'entamer dès la semaine prochaine la vaccination contre le coronavirus de toutes les catégories de population, affirmant que le vaccin conçu par son pays était le "meilleur".

Face à la propagation de l'épidémie, les gouvernements du monde entier se précipitent pour acquérir et fournir le plus rapidement des vaccins.

Le Royaume-Uni compte ainsi mettre en place "dès que possible" une vaccination 24 heures sur 24. L'objectif est de vacciner d'ici à mi-février les plus de 70 ans et les soignants, soit environ 15 millions de personnes, pour 2,4 millions de vaccinés aujourd'hui depuis le 8 décembre.

L'Union africaine a obtenu 270 millions de vaccins anti-Covid pour le continent, dont la plupart des pays n'ont pas les moyens de financer l'immunisation de leur population, a annoncé mercredi soir l'Afrique du Sud, qui assure la présidence tournante de l'UA.

Quant au Brésil, il a annoncé mercredi que deux millions de doses du vaccin d'AstraZeneca/Oxford seraient acheminées d'Inde par avion afin que débute d'ici la fin du mois la vaccination.

Donald Trump mis en accusation

Un deuxième "impeachment" historique

Donald Trump est devenu le premier président des États-Unis à être mis en accusation pour la deuxième fois au Congrès, une semaine avant la fin de son mandat qui s'achève dans un climat d'extrême tension.

La Chambre des représentants, dominée par les démocrates, s'est prononcée mercredi en faveur de cet "impeachment" historique par 232 voix contre 197.

Le milliardaire républicain de 74 ans, qui cédera la place le 20 janvier à Joe Biden, 78 ans, est accusé d'avoir encouragé l'assaut donné le 6 janvier par ses partisans contre le Capitole -- qui a fait cinq morts et ébranlé la démocratie américaine. "Il doit partir, il est un danger évident et immédiat contre la nation que nous aimons tous", avait déclaré peu avant Nancy Pelosi, la présidente démocrate de la Chambre, l'accusant d'avoir "incité à cette insurrection, cette rébellion armée". "Personne n'est au-dessus de la loi, pas même le président", a-t-elle commenté après le vote.

Dans une vidéo diffusée par la Maison Blanche, Donald Trump a appelé depuis le Bureau ovale les Américains à "l'unité", sans mentionner son second infamant renvoi en procès. Et s'il ne reconnaît toujours pas la moindre responsabilité dans les violences de la semaine dernière, il a assuré que leurs auteurs ne pouvaient pas être ses "véritables partisans".

A quelques jours de son départ pour Mar-a-Lago, en Floride, où il devrait entamer sa nouvelle vie d'ex-président, Donald Trump apparaît très isolé.

Contrairement à l'acte d'impeachment dans l'affaire ukrainienne il y a plus d'un an, adopté par les seuls démocrates, dix députés républicains ont voté cette fois-ci en faveur du renvoi en procès. Parmi eux, Dan Newhouse

a martelé qu'il n'y avait "pas d'excuse pour les actes du président Trump". Ce vote marque l'ouverture formelle de la procédure de destitution contre Donald Trump, et il appartient désormais au Sénat de le juger. Mais ce procès, qui ne s'ouvrira pas avant l'arrivée au pouvoir de Joe Biden, soulève de nombreuses questions. "Il n'y a simplement aucune chance de pouvoir conclure son procès de manière sérieuse et équitable avant la prestation de serment du président élu", a justifié le chef de file des républicains à la chambre haute, Mitch McConnell.

Le calendrier reste donc incertain. Pour les démocrates, le risque est qu'il accapare toute l'attention et entrave l'action législative du début de mandat en monopolisant les séances. "J'espère que le Sénat trouvera une façon de gérer leurs responsabilités constitutionnelles concernant le procès en destitution, tout en conduisant les affaires urgentes de la nation", a demandé Joe Biden, citant entre autres la confirmation des membres de son cabinet, la relance de l'économie américaine, et la poursuite du plan de distribution de vaccins contre le Covid-19.

Quelques heures avant le vote et dans une ville de Washington sous haute tension, Donald Trump avait lancé un nouvel appel au calme tardif. "PAS de violence, PAS de délits, PAS de vandalisme", a-t-il exhorté dans un communiqué alors que de nouvelles manifestations sont annoncées pour le week-end.

La capitale fédérale, placée sous très haute sécurité, était méconnaissable. Images saisissantes: des centaines de militaires réservistes ont passé la nuit à l'intérieur du Congrès, dormant encore à même le sol alors que les élus affluaient.

Mme Pelosi a annoncé des amendes allant jusqu'à 10.000 dollars pour les parlementaires refusant les nouveaux détecteurs de métaux que



plusieurs représentants républicains ont volontairement ignorés. "C'est tragique que cette initiative soit nécessaire mais la Chambre des Représentants doit être et sera un endroit sûr", a-t-elle déclaré.

Des blocs de béton ont été disposés pour bloquer les principaux axes du centre-ville, d'immenses grilles métalliques entourent nombre de bâtiments fédéraux, dont la Maison Blanche. La Garde nationale est omniprésente. Toute la journée, les débats ont été vifs.

L'élue démocrate Ilhan Omar a qualifié Donald Trump de "tyran". "Nous ne pouvons simplement pas tourner la page sans rien faire", a-t-elle lancé.

Chez les républicains, les positions étaient plus contrastées. Des fervents soutiens du milliardaire républicain l'ont défendu bec et ongles, à l'instar de Jim Jordan qui a dénoncé "une obsession" des démocrates.

Mais d'autres ont pris clairement leurs distances. "Le président porte une responsabilité dans l'attaque" contre le Congrès "par des émeutiers", qu'il "aurait dû dénoncer immédiatement", a reconnu le chef de file des députés républicains Kevin McCarthy, demandant une "commission d'enquête" et le vote d'une "motion de censure".

Il a toutefois estimé qu'une mise en accusation si près de la fin de son mandat serait "une erreur".

Mais dans son camp, peu d'élus partagent cette analyse. Plus inquiétant pour le milliardaire et son éventuel avenir politique, Mitch McConnell a fait savoir qu'il n'excluait pas de voter sa condamnation.

"Je n'ai pas pris ma décision définitive sur mon vote, j'ai l'intention d'écouter les arguments juridiques quand ils seront présentés au Sénat", a-t-il écrit à ses collègues républicains dans une note rendue publique.

Cet habile stratège, très influent, pourrait, s'il donne un signal en faveur de la condamnation, aider le parti républicain à tourner définitivement la page Trump.

Les démocrates prendront le 20 janvier le contrôle de la chambre haute mais auront besoin du ralliement de nombreux républicains pour atteindre la majorité des deux tiers nécessaire à la condamnation.

Malgré son assurance affichée et le soutien de certains élus très loyaux, Donald Trump est plus seul que jamais après une série de démissions dans son gouvernement et des critiques cinglantes.

Critiqué pour avoir tardé, le 6 janvier, à envoyer la Garde nationale, le Pentagone a cette fois autorisé le déploiement de 20.000 soldats pour la cérémonie d'investiture prévue le 20 janvier justement sur les marches du Capitole, siège du Congrès.

Les Ougandais aux urnes pour un duel présidentiel tendu

Les Ougandais votaient jeudi lors d'une élection présidentielle tendue, où le jeune député et chanteur de ragga Bobi Wine défie le président sortant Yoweri Museveni, deux fois plus âgé, qui brigue un sixième mandat après 35 ans de pouvoir.

Depuis mercredi soir, l'accès à l'internet est largement perturbé dans ce pays enclavé d'Afrique de l'Est. Les autorités ont officiellement suspendu réseaux sociaux et services de messagerie mardi, au terme d'une campagne particulièrement violente, émaillée d'arrestations et d'émeutes, et endeuillée par plusieurs dizaines de morts. "Je continue à encourager tous les Ougandais à se déplacer pour voter", a déclaré M. Wine en fin de matinée, après avoir lui-même voté dans un bureau en périphérie de la capitale, Kampala. Les quelque 18 millions d'électeurs ougandais avaient jusqu'à 16H00 (13H00 GMT) pour se rendre dans un des 34.600 bureaux de vote du pays afin de

choisir leur président et leurs députés.

Le chanteur a affirmé que plusieurs observateurs électoraux de son parti ont été arrêtés dans la matinée. Selon lui, "nos équipes ont fui dans 22 districts car elles étaient encerclées et pourchassées comme des criminels par la police et par l'armée."

Le duel fait figure de choc des générations, dans un Ouganda où trois quarts des 44 millions d'habitants ont moins de 30 ans.

D'un côté M. Museveni, 76 ans, au pouvoir depuis 1986, semble largement favori. L'ex-guérillero s'est mué en dirigeant autoritaire et compte ouvertement les jours qui le séparent de la "victoire". Sur le continent, seuls Teodoro Obiang Nguema en Guinée Equatoriale et Paul Biya au Cameroun ont passé plus de temps au pouvoir sans interruption que lui.

En face, M. Wine, 38 ans, a capitalisé sur sa popularité auprès des jeunes urbains et s'est imposé comme son principal rival, au sein d'une oppo-

sition divisée qui présente 10 candidats contre le Mouvement de résistance nationale (NRM), l'hégémonique parti au pouvoir.

Dans le quartier de Njovu à Kampala, Ceria Makumbi a fait le choix de la continuité. "Museveni est mon candidat", confie à l'AFP cette femme d'affaires de 52 ans. "Il a apporté la stabilité au pays, il a lancé l'école primaire et l'enseignement universitaire gratuit. (...) Il a construit des hôpitaux, des routes."

Dans le bidonville de Kamwokya, place forte de M. Wine, Joseph Nsubuga espère l'alternance. "Je suis ici pour changer les dirigeants de ce pays car pendant des années, ils ont dit qu'ils allaient garantir mon avenir. Mais ils ne l'ont pas fait. J'ai besoin de voir du changement pour mes enfants", explique ce chauffeur de 30 ans, dans la queue où les électeurs sont invités à utiliser masques et gel hydroalcoolique contre le coronavirus.

Des craintes ont émergé quant à

l'équité et la transparence du scrutin au cours de cette campagne plus violente que les précédentes, où des journalistes, des critiques du régime et des observateurs, américains notamment, ont été empêchés de travailler.

Mettant en avant les mesures de prévention contre le Covid-19, le régime a interdit de nombreux meetings de l'opposition, tandis que M. Museveni bénéficiait d'une large visibilité médiatique grâce à son statut de président.

Mardi soir, M. Museveni, un des poids lourds politiques d'Afrique de l'Est, a confirmé dans une intervention télévisée la suspension des réseaux sociaux et des services de messagerie, tels Facebook, Twitter, WhatsApp, Signal et Viber, expliquant que cette mesure venait sanctionner la fermeture par Facebook de plusieurs comptes liés au pouvoir et accusés d'influer de manière artificielle sur le débat public. "Qu'elle constitue un acte de censure délibéré ou une mesure de représailles puérite,

cette décision va continuer à détériorer un peu plus les conditions d'un débat public ouvert, pluraliste et transparent", a réagi mercredi l'ONG Reporters sans frontières (RSF).

Les violences ont émaillé la campagne: arrestations d'opposants, tirs de gaz lacrymogènes et parfois de balles réelles sur leurs partisans. En novembre, au moins 54 personnes ont été tuées par la police au cours d'émeutes déclenchées par une énième arrestation de Bobi Wine.

Le secrétariat général de l'ONU "s'inquiète des violences et des tensions qui ont précédé le scrutin et appelle tous les acteurs politiques et leurs soutiens à ne pas recourir aux discours haineux, aux intimidations et à la violence", a fait savoir mercredi soir son porte-parole, Stéphane Dujarric.

Les résultats de l'élection seront connus "dans les 48 heures après la fermeture des bureaux de vote", a assuré sur Twitter la commission électo-

Mohamed Bousfoul, directeur de l'ORMVAM

La campagne agricole a démarré sur des indicateurs positifs dans l'Oriental

Entretien

Mohamed Bousfoul, directeur régional de l'agriculture de l'Oriental et directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole de la Moulouya (ORMVAM), a accordé un entretien à la MAP pour aborder les chiffres du début de la saison agricole 2020-2021 et les conditions dans lesquelles se déroule cette campagne.

Quels sont les principaux indicateurs enregistrés au début de la saison agricole 2020-2021 au niveau de la région de l'Oriental ?

Tout d'abord, il convient de relever le retard des précipitations ayant marqué le début de la saison agricole au niveau de l'Oriental, avec un déficit d'environ 50 à 60% en volume pluviométrique constaté jusqu'au 18 décembre dans l'ensemble des provinces de la région, ce qui ne manque pas d'affecter les réserves d'eau dans le complexe hydraulique de la Moulouya, qui compte notamment les barages Hassan II, Machraâ Hamadi et Mohammed V.

Malgré ce fait, la campagne agricole a démarré sur des indicateurs positifs, avec une superficie programmée pour les céréales atteignant 400.000 ha, dont près de 135.000 ha déjà labourés vers la fin de 2020. Sur cette superficie, plus de 80.000 ha ont déjà été cultivés à fin décembre, se répartissant sur le blé dur (15.000 ha), le blé tendre (23.000 ha) et l'orge (42.000 ha).

La betterave à sucre, un produit à fort impact économique et social dans la région, s'est vu consacrer une superficie de 5.500 ha, dont près de 4.000 ha

déjà cultivés vers la fin de l'année, alors que la superficie programmée pour la culture maraîchère dépasse les 5.500 ha, dont plus de 3.800 ha cultivés à la même période, ce qui permettra d'approvisionner les marchés en légumes durant les mois à venir.

Il s'agit là d'un volet important pour assurer l'alimentation des marchés, malgré le contexte difficile de la pandémie de Covid-19.

Concernant les arbres fruitiers, le produit phare de la région, les agrumes, a enregistré une production en hausse de 17% par rapport à la saison précédente, avec un chiffre de 415.000 tonnes dans l'Oriental. Le secteur oléicole a, quant à lui, atteint une production de 208.000 tonnes, dont 70% consacrées à l'extraction d'huile d'olive.

Sur le plan des exportations, nous avons atteint, pour les agrumes, un volume de 44.000 tonnes jusqu'au 16 décembre dernier, en plus de 2.300 tonnes de légumes et 6.000 tonnes de produits agricoles transformés. Tout cela a un impact très positif sur la création d'emplois et assure l'approvisionnement des marchés en produits agricoles.



Quels sont vos pronostics pour le reste de la saison agricole à la lumière de ces données ?

Nous sommes optimistes quant au déroulement de l'actuelle campagne agricole au niveau de l'Oriental en dépit du retard des précipitations, sachant que les superficies cultivées sont susceptibles d'être revues à la hausse selon l'évolution de la situation pluviométrique qui s'annonce meilleure en ce début d'année 2021.

L'ensemble des filières agricoles fonctionnent de manière satisfaisante et la production pourrait être meilleure si les ressources en eau augmentent.

Quelles sont les dispositions ayant été prises pour assurer le bon déroulement de l'activité agricole dans le contexte de la pandémie ?

Nous avons, dès le début de la pandémie et conformément aux Hautes orientations de S.M le Roi Mohammed VI et aux directives des départements gouvernementaux concernés et en collaboration avec les autorités publiques et les professionnels, pris un certain nombre de mesures et organisé des journées de sensibilisation au profit des travailleurs du secteur agricole.

Ces efforts ont été menés par tous les services concernés, dont ceux de la direction régionale de l'agriculture, de l'Office national du conseil agricole (ONCA) et de l'Office national de sécurité sanitaire des produits alimentaires (ONSSA), avec le concours des Chambres professionnelles et des différentes associations et fédérations agricoles, sans oublier le soutien des ministères de l'Intérieur et de la Santé, des autorités locales et des services de sécurité.

Ces intervenants œuvrent dans le cadre d'une commission régionale présidée par le wali de la région, ainsi qu'au niveau de commissions provinciales sous la présidence des gouverneurs des différentes provinces. Ces commissions prennent les mesures adéquates et organisent des journées de sensibilisation que ce soit dans les exploitations agricoles ou dans les unités agro-industrielles.

Ces efforts ont donné leurs fruits et les travailleurs agricoles respectent les mesures de précaution, ce qui a permis d'assurer la continuité de l'activité et de réaliser de bons chiffres de production et d'exportation, malgré la pandémie.



Le plan de relance confronté à la gestion de certains risques systémiques

La mise en œuvre efficace du plan de relance économique sera confrontée à la gestion de certains risques d'ordre systémique, estime CDG Capital Insight dans une note d'analyse. L'efficacité des programmes de relance dépendra de la nature du modèle économique du pays ainsi que des mesures prises par les autorités pour garantir le bon fonctionnement du programme. "En effet, pour le Maroc, nous notons certains risques systémiques qui pourraient menacer l'impact économique du plan de relance", soulignent les analystes dans cette note intitulée "Impacts macro-économiques du Pacte national pour la relance économique et l'emploi de 120 milliards de dirhams".

Il s'agit notamment de la canalisation des fonds injectés du côté de la demande au détriment du soutien de l'investissement et de la production, rapporte la MAP. "L'orientation des fonds vers l'investissement permettrait de développer la capacité de production et de création de richesse du pays, mesurée par le PIB potentiel. Cependant, dans la mesure où les fonds alimenteraient plus la demande, principalement à travers le financement du besoin en fonds de roulement et la consommation des ménages, cela pourrait alimenter une vague inflationniste à moyen terme", expliquent-ils.

La hausse du taux de pénétration des importations représente un autre risque systémique, à travers l'utilisation d'une part importante des fonds injectés pour l'achat des biens aussi bien d'investissement que de consommation de l'étranger, et pourrait générer une sortie de capitaux comme mentionné ci-dessus. Ce scénario pourrait accentuer le déséquilibre de la balance commerciale et exercer une pression sur les réserves de change gérées par la Banque centrale.

Il s'agit également de l'accroissement de l'économie informelle et du marché de change parallèle qui pourrait accentuer la sortie de liquidité hors du circuit bancaire et affaiblir le multiplicateur de crédit et, par ricochet, l'apport du programme sur le plan économique.

Les analystes mettent également l'accent sur un autre risque systémique à savoir la montée des créances en souffrance. Compte tenu de la conjoncture difficile, ils relèvent que la capacité de remboursement des opérateurs économiques, particulièrement ceux opérant dans les secteurs touchés par la crise, pourrait se dégrader davantage, précisant que l'accélération observée de la hausse des créances en souffrance dans le portefeuille de crédit détenu initialement par les banques se maintiendra probablement en 2021.

"Nous estimons à ce stade que la hausse des créances en souffrance depuis fin février 2020 pourrait coûter autour de 1 point de pourcentage aux banques en termes de ratio de solvabilité. Cet impact sera probablement amené à s'exacerber, sa sévérité sur le

Les prévisions économiques optimistes du HCP pour 2021



Après une récession de 7% en 2020, le PIB devrait enregistrer une croissance de l'ordre de 4,6% en 2021. En valeur, il devrait enregistrer une progression de 5,8%, a annoncé le Haut-commissariat au plan (HCP) qui vient de rendre public son Budget économique prévisionnel 2021.

D'après ce document, qui présente une révision du budget économique exploratoire publié au mois de juillet 2020, cette année « devrait profiter d'une reprise attendue de la demande en liaison avec l'amélioration de l'économie internationale suite aux avancées des campagnes de vaccination ». Ce qui devrait favoriser l'ouverture des frontières internationales et entraîner un regain de confiance des ménages et des investisseurs, a soutenu l'institution publique.

« Ces prévisions économiques prennent également en considération les dispositions annoncées dans la loi de Finances 2021 et supposent la réalisation d'une production céréalière moyenne de 75 millions de quintaux durant la campagne 2020/2021 », a-t-elle poursuivi précisant que le budget prévisionnel nouvellement élaboré présente une nouvelle estimation de la croissance de l'économie nationale en 2020 et une révision de ses perspectives en 2021 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques interne et externe.

Les perspectives économiques nationales pour l'année 2021 « dé-

pendraient aussi de la dynamique des activités non agricoles qui pourraient connaître un plus grand souci de consolidation des entreprises par les politiques publiques », a indiqué le Haut-commissariat.

Selon les projections de l'institution dirigée par Ahmed Lahlimi, le secteur primaire devrait enregistrer une hausse de l'ordre de 11% de sa valeur ajoutée en 2021 au lieu d'une baisse de 7,1% en 2020.

Soutenues par l'amélioration des demandes extérieure et intérieure, les activités du secteur secondaire devraient connaître un regain de dynamisme, marqué par une amélioration de 4,1% de la valeur ajoutée au lieu d'un net repli de 6,3% en 2020.

Le HCP s'attend à ce que les industries de transformation profitent de la reprise des industries alimentaires et du textile et habillement suite au raffermissement attendu de la demande européenne. Il prévoit une timide reprise des activités des industries mécaniques, métallurgiques et électriques, du fait des contre-performances persistantes des secteurs de l'automobile et de l'aéronautique au niveau mondial.

Tirant profit de la bonne tenue de la demande mondiale et du renforcement de la production du phosphate et ses dérivés, le secteur minier devrait continuer d'afficher de bonnes performances, avec une croissance de 3,2% en 2021, selon l'institution soulignant que la production des autres minerais sera stimulée par la hausse prévue des prix sur les marchés internationaux.

Le dynamisme de l'activité des travaux d'infrastructure favorisé par la hausse de l'investissement public devrait contribuer à l'accroissement de l'activité du BTP qui devrait bondir de 5,1% en 2021 après une chute de 9,8% en 2020.

De son côté, le secteur tertiaire devrait connaître une légère amélioration de son rythme de croissance de 3,4% en 2021 au lieu d'une baisse de 6,8% en 2020, suite à la « reprise lente et graduelle des activités des services marchands, particulièrement celles du transport et du commerce, tirées par la demande intérieure suite aux

effets positifs attendus de la vaccination anti-Covid-19 », a poursuivi le HCP affirmant que l'activité touristique devrait continuer de pâtir des effets de la crise.

Toujours selon les prévisions du Haut-commissariat, le marché du travail devrait connaître une légère baisse du taux de chômage de l'ordre de 11,1% au lieu de 12,8% en 2020.

Avec une contribution positive de 5,4 points à la croissance économique au lieu d'une contribution négative de 7,3 points en 2020, la demande intérieure devrait enregistrer un accroissement de 5% après son recul de 6,7% en 2020, tandis que les échanges commerciaux devraient retrouver progressivement leur rythme de croissance cette année, a ajouté le HCP qui s'attend également à une amélioration de la demande étrangère qui devrait stimuler le niveau des échanges extérieurs de l'économie nationale.

Autre enseignement à retenir : la collecte des recettes fiscales devrait se renforcer en 2021 par la hausse des recettes des impôts indirects, notamment celles de la TVA intérieure bénéficiant de la reprise de la consommation des ménages, qui profiterait de l'amélioration des revenus ruraux et des recettes des MRE, selon ledit document. Tandis que le déficit budgétaire devrait connaître un allègement de près d'un point pour atteindre 6,4% du PIB, après 7,4% estimé pour l'année 2020.

Alain Bouithy



Sortie de la récession et récupération partielle de l'économie nationale sont attendues cette année

RAM lance une nouvelle ligne directe Paris-Dakhla à partir du 12 février

La compagnie aérienne Royal Air Maroc (RAM) annonce mercredi, le lancement à compter du 12 février prochain, de sa nouvelle ligne directe Paris-Dakhla, en étroite collaboration avec l'Office national marocain du tourisme (ONMT). Grâce à cette nouvelle route aérienne, la compagnie nationale reliera, pour la première fois, le continent européen (à l'exception des Iles Canaries) à la ville de Dakhla, en moins de 04H30 de vol, précise RAM dans un communiqué. A cet effet, deux fréquences par semaine sont proposées les mardi et vendredi, souligne le communiqué, notant que les vols au départ de Paris sont programmés à 09H45 (heure locale), pour une arrivée à Dakhla à 14H25 (heure locale), alors que les vols au départ de Dakhla sont programmés à 15H25 (heure locale) pour une arrivée à Paris à 19H45 (heure locale). Et d'ajouter

que l'ONMT a choisi d'activer cette route avec RAM afin d'impliquer la compagnie nationale sur ce créneau touristique significatif pour la relance du secteur. "Royal Air Maroc a toujours accompagné le tourisme marocain. En ces temps de crise, il est nécessaire de travailler ensemble pour la relance de ce secteur stratégique pour notre pays. Cette nouvelle ligne directe permettra de faire profiter les visiteurs internationaux de la ville de Dakhla et de l'expérience Maroc dès l'embarquement à Paris", a souligné le président directeur général de RAM, Hamid Addou.

Avec des jours et des horaires de vol adaptés aux besoins des voyageurs, cette liaison permettra de renforcer et faciliter la connexion entre la France, grand marché émetteur de touristes et Dakhla, destination touristique en vogue.

La production industrielle en hausse de 2,5% dans la zone euro à fin novembre dernier

En novembre 2020, la production industrielle corrigée des variations saisonnières a augmenté de 2,5% dans la zone euro et de 2,3% dans l'UE, par rapport à octobre 2020, selon les estimations d'Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. Par rapport à novembre 2019, la production industrielle a diminué de 0,6% dans la zone euro et de 0,4% dans l'UE.

Par rapport à octobre 2020, dans la zone euro, la production a augmenté de 7,0% pour les biens d'investissement et de 1,5% pour les biens intermédiaires, tandis qu'elle a diminué de 1,2% pour les biens de consommation durables, de 1,7% pour les biens de consommation non durables et de 3,9% pour l'énergie.

Dans l'UE, la production a augmenté de 6,1% pour les biens d'investissement et de 1,4% pour les

biens intermédiaires, tandis qu'elle a reculé de 1,1% pour les biens de consommation durables et non durables et de 2,9% pour l'énergie.

En novembre 2020, par rapport à novembre 2019, dans la zone euro, la production a reculé de 5,0% pour l'énergie, de 2,5% pour les biens de consommation non durables et de 0,4% pour les biens de consommation durables, tandis que la production a augmenté de 1,1% pour les biens intermédiaires et de 0,1% pour les biens d'investissement.

Dans l'UE, la production a baissé de 5,3% pour l'énergie et de 2,6% pour les biens de consommation non durables, tandis qu'elle a augmenté de 1,7% pour les biens intermédiaires, de 1,4% pour les biens de consommation durables et de 0,4% pour les biens d'investissement.

Signature d'un MOU entre le Conseil de la concurrence et l'Autorité de la concurrence turque

Le Conseil de la concurrence du Royaume du Maroc et l'Autorité nationale de la concurrence de la République de Turquie ont signé mardi par visioconférence un mémorandum d'entente (MoU) visant à promouvoir la coopération bilatérale entre les deux institutions dans le domaine des politiques de concurrence et de l'application des lois de

concurrence en vigueur dans les deux pays.

Signé par le président du Conseil de la concurrence, Driss Guerraoui, et le président de l'Autorité nationale de la concurrence de la République de Turquie, Birol Küle, ce MoU met en exergue l'importance de la coopération internationale en matière d'application du droit de la concurrence, notamment dans les domaines de la lutte contre les pratiques anticoncurrentielles transfrontalières, rapporte la MAP.

Ce mémorandum d'entente vise également à développer les relations bilatérales entre les deux instances dans tous les domaines leur permettant de renforcer leurs capacités institutionnelles, particulièrement dans le contexte du nouveau système mondial post-Covid-19 ainsi qu'à consolider la place et le rôle du partenariat international du Conseil de la concurrence dans la mise en œuvre de sa stratégie adoptée depuis sa réactivation, le 17 novembre 2018. Dans ce cadre, les deux parties se sont engagées à échanger les informations relatives aux

développements législatifs en matière de droit et économie de la concurrence dans leurs pays respectifs, à capitaliser leurs savoir-faire et expertise en matière d'instructions des dossiers relatifs aux atteintes aux règles de la concurrence et à enrichir leurs expériences respectives au niveau de la gouvernance entre les autorités nationales de la concurrence et les instances nationales de régulation. S'exprimant à cette occasion, M. Guerraoui a souligné que la signature de ce mémorandum d'entente reflète la volonté des deux institutions d'instaurer un partenariat fort et durable à même de contribuer à l'échange d'expertises et d'expériences pour relever les défis liés notamment à la concurrence sur les marchés, au renforcement des capacités institutionnelles et à la consolidation de la primauté du droit, outre la promotion du principe de responsabilité économique des entreprises, de l'Etat, des collectivités territoriales et des citoyens.

Il a aussi réitéré la disposition du Conseil à renforcer davantage la coopération avec l'autorité de la



concurrence turque dans un contexte mondial marqué par l'émergence d'une nouvelle génération de pratiques contraaires à une concurrence libre et loyale. Le président du Conseil de la concurrence a expliqué que ces pratiques résultent "du développement de formes spécifiques de concentrations économiques et de comportements commerciaux produits par les défis entourant le rôle croissant des grands réseaux mondiaux d'entreprises dans le domaine de l'économie numérique, ainsi que des répercussions de l'épidémie de Covid-19 sur le pouvoir d'achat de nombreuses composantes de nos sociétés". Pour sa part, M. Birol Küle a indiqué que

la coopération internationale dans le domaine du droit et des politiques de la concurrence devient une nécessité, en particulier dans le contexte de la mondialisation et du processus de numérisation accéléré, soulignant l'importance de promouvoir la communication et l'échange d'expériences et de connaissances avec les acteurs et instances similaires pour relever les différents enjeux.

La cérémonie de signature de ce mémorandum d'entente s'est déroulée en présence de l'ambassadeur du Maroc à Ankara, Mohamed Ali Lazraq, et de l'Ambassadeur de la République de Turquie à Rabat, Ahmet Aydin Dogan.



Echanger les informations relatives aux développements législatifs en matière de droit et économie de la concurrence

MCA-Morocco et l'ONCA se mobilisent pour renforcer les capacités des agriculteurs

L'Agence MCA-Morocco et l'Office national du Conseil agricole (ONCA) ont lancé, récemment, un programme de renforcement des capacités des agriculteurs et agricultrices des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation du Gharb et du Haouz concernées par l'opération de melkisation. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement de l'opération de melkisation au titre du projet "Foncier rural" relevant du programme de coopération "Compact II", financé par Millennium Challenge Corporation (MCC), indiquent MCA-Morocco et l'ONCA dans un communiqué conjoint. La réalisation de ce programme, prévu au titre de l'accord d'exécution conclu entre l'Agence MCA-Morocco et l'ONCA en date du 7 novembre 2019, consiste en l'élaboration d'un plan d'action et son implémentation en vue

d'assurer une meilleure valorisation agricole des terres melkisées et garantir un développement inclusif de la population cible, hommes et femmes, en favorisant sa qualification et son autonomisation, notamment à travers l'entrepreneuriat agricole, tout en tenant compte des préoccupations environnementales, rapporte la MAP.

S'inscrivant pleinement dans la mise en œuvre de la nouvelle stratégie nationale agricole "Generation Green 2020-2030" mettant l'élément humain au cœur de la pérennisation du secteur, ce programme s'articule autour de deux axes, à savoir l'organisation de caravanes de sensibilisation "Villages conseil" pour informer les bénéficiaires sur les bonnes pratiques culturales et de protection de l'environnement, les modalités de mise en place et de développement des Organisations professionnelles agricoles (OPA) de nouvelle

génération, ainsi que sur les différentes subventions et aides financières mises à leur disposition par l'Etat.

Le deuxième axe s'appuie sur le renforcement des capacités des bénéficiaires à travers l'organisation de sessions de formation théoriques et pratiques au champ, ainsi que l'accompagnement des OPA existantes, notamment celles des femmes et des jeunes, ajoute le communiqué.

Cette approche holistique à deux dimensions, d'information diffuse et de travail rapproché avec les bénéficiaires, permettra de maximiser les bénéfices de l'opération de melkisation auprès des populations des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation, dans la perspective de contribuer à la création d'une classe moyenne rurale conformément aux Hautes Orientations de S.M le Roi Mohammed VI, souligne la même source.

Lancée officiellement à Rabat le 26 juin 2019, l'opération de melkisation s'inscrit dans le cadre de l'application des Hautes Orientations Royales appelant à faire des terres collectives un levier du développement économique et social en milieu rural, en général, et à l'activation de la melkisation au profit des acteurs droit et à titre gracieux des terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation en particulier.

Le déploiement de cette opération de melkisation constitue la principale composante de l'activité "Foncier rural", dotée d'un budget de 33 millions de dollars et ayant pour principal objectif l'amélioration du niveau de vie de la population cible à travers l'accroissement des investissements agricoles, la dynamisation du marché foncier, l'accompagnement socioéconomique des bénéficiaires et la création d'emplois.



El Ksiba, un joyau du Moyen Atlas

Nichée au pied des montagnes à une cinquantaine de kilomètres de Béni Mellal, El Ksiba s'est parée cette semaine de sa somptueuse robe hivernale blanche après les dernières chutes de neige qui ont saupoudré une grande partie des hauteurs de l'Atlas, offrant à ses habitants ainsi qu'à ses nombreux visiteurs de magnifiques paysages qui invitent à la découverte de cette petite ville, surnommée la perle de l'Atlas.

Perchée sur les hauteurs à 1.042 mètres d'altitude, El Ksiba est une ville d'une beauté envoûtante implantée dans un décor idyllique avec une flore riche et verdoyante le long de l'année. La neige, qui illumine depuis plusieurs jours les sommets des montagnes environnantes, vient ajouter encore du charme au sublime du lieu, ce qui procure à l'endroit des airs paradisiaques insoupçonnés, qui font rêver plus d'un.

Au milieu de tout ce beau monde, s'érige à 1.200 mètres d'altitude le parc naturel de Taghbalout, un haut lieu du tourisme marocain et l'une des attractions phares de la province de Béni Mellal.

Avec ses multiples cours d'eau qui coulent depuis les montagnes du Moyen Atlas et sa végétation abondante, le parc de Taghbalout qui signifie en langue amazighe "Source d'eau douce", s'offre comme un havre de paix et de repos pour tout visiteur en quête de détente et de sérénité. Recouvert d'une épaisse couche de neige depuis dimanche dernier, le parc connaît une affluente record. Nombreux sont les visiteurs qui ont bravé le froid glacial et se sont aventurés sur les routes enneigées et verglacées qui mènent à ce haut lieu d'estivage en vue de le découvrir dans sa splendide tenue d'hiver. "Cela fait plus de trois ans qu'il

n'a pas neigé sur Taghbalout. Dès que nous avons appris qu'il y avait de la neige, nous n'avons pas hésité à faire le déplacement de Béni Mellal pour venir admirer le paysage", a indiqué Youness, étudiant. "C'est bon de voir ce vaste manteau blanc envelopper tout le parc", a-t-il dit à la MAP, ajoutant qu'il n'a pas vu ce beau décor depuis très longtemps.

Son ami, Amine, s'est dit très content de découvrir la petite ville d'El Ksiba vêtue de ses plus beaux atours. "C'est un spectacle rare qui s'offre à nos yeux aujourd'hui. On a vraiment beaucoup de chance de nous retrouver au milieu de toute cette beauté", a-t-il déclaré.

Tombé sous le charme d'El Ksiba, Khalid, un jeune Mellali a assuré que pour rien au monde, il ne manquerait l'occasion de visiter cette petite ville de 200 mille âmes à chaque fois qu'il neige

sur les hauteurs de l'Atlas. "La chaleur de l'accueil et la gentillesse des habitants de la région nous font oublier le froid et la pénibilité du trajet", a-t-il ajouté. "Vous êtes les bienvenus dans notre Ifrane à nous", a lancé sur un ton plein de fierté Yassin, gérant d'un café à Taghbalout, notant que l'arrivée de la neige à fait de l'endroit un écrin de beauté, de joie et de bonne humeur. "La neige qui nous manquait tous est enfin au rendez-vous. Regardez, tout le monde affiche le sourire, même le bonhomme de neige!", a-t-il ajouté avec un brin d'humour.

Avec ses beaux paysages et sa flore foisonnante, la petite ville d'El Ksiba est une destination de choix pour les touristes à la recherche du dépaysement. C'est une ville au grand potentiel touristique en particulier pour l'écotourisme en raison de la richesse de ses sites naturels.

Une présence de taille de la question amazighe sur la scène culturelle malgré la pandémie



La pandémie du coronavirus a fortement marqué de son empreinte la scène culturelle nationale et mondiale au cours de l'année 2020, engouffrant l'humanité dans une phase exceptionnelle caractérisée par une multitude de mesures préventives et restrictives. Cette situation inhabituelle n'a pas empêché pour autant la question amazighe d'imprimer une présence de qualité sur les scènes culturelles et politiques dans notre pays.

Ainsi, le Musée des Civilisations

de l'Europe et de la Méditerranée (Mucem), la Fondation Jardin Majorelle à Marrakech et le Musée Yves Saint Laurent à Paris ont scellé, le 22 juin, un partenariat privilégié afin de mettre en valeur la richesse du patrimoine amazigh du Maroc.

Par ailleurs, l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM) a célébré, sous le Haut Patronage de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, le 19ème anniversaire du discours prononcé par le Souverain à Ajdir, et ce dans le res-

pect des mesures préventives visant à lutter contre la propagation de la Covid-19. A cet égard, le recteur de l'Institut, Ahmed Boukous avait affirmé, lors d'un entretien accordé au portail Amazigh de la MAP, que l'IRCAM a réalisé un bilan "honorable" et la condition de la langue amazighe s'est nettement améliorée après le discours prononcé par SM le Roi Mohammed VI le 17 octobre 2001 à Ajdir.

A l'occasion, l'IRCAM a organisé, le 16 octobre à Rabat sous le Haut patronage de SM le Roi Mohammed VI, la cérémonie de remise du prix de la culture amazighe de l'année 2019, qui a été marquée notamment par le sacre du chercheur Lhoussaine Ait Bahcine (Prix de mérite de la culture amazighe) et du journaliste du service amazigh de l'Agence marocaine de presse (MAP) Al Mustapha Sguenfle (catégorie de la presse écrite). Au niveau gouvernemental, le ministère de la Justice et l'Institut royal de la culture amazighe

(IRCAM) ont signé, le 24 juin à Rabat, un accord de coopération et de partenariat visant l'intégration de la langue amazighe dans le système judiciaire. En vertu de cet accord, l'IRCAM accompagne le ministère dans la sélection et la formation des cadres qualifiés dans les domaines de la traduction et de l'interprétariat, dans la traduction des documents et textes administratifs et juridiques vers la langue amazighe, ainsi que dans l'élaboration d'un lexique du système judiciaire.

Le ministère de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a annoncé l'élargissement de la carte de formation et l'augmentation du nombre de enseignants spécialisés dans l'enseignement de la langue amazighe à raison de 400 chaque année, à partir de l'année prochaine, en plus de l'inclusion d'un module spécial en langue amazighe dans la formation de base des inspecteurs et des cadres de l'ad-

ministration de l'éducation.

Ce chantier d'envergure nationale a été le centre d'une réunion, tenue à Rabat le 30 décembre sous la présidence du ministre de l'Éducation nationale, de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, porte-parole du gouvernement, Saaid Amzazi et du recteur de l'Institut royal de la culture amazighe (IRCAM), Ahmed Boukous. Cette réunion a été l'occasion d'établir une feuille de route claire basée sur un certain nombre d'axes, dont l'augmentation du nombre de cycles en licence de langue amazighe dans les universités publiques et la mise à jour du programme de la langue amazighe, selon une approche progressive, à partir de la prochaine saison scolaire 2021-2022, pour les premières années du cycle primaire et à partir de l'année scolaire 2022-2023 pour le reste des niveaux du cycle primaire, en plus de la préparation d'un programme relatif au cycle collégial.

Bruce Willis viré d'une pharmacie pour avoir refusé de porter le masque



L'acteur emblématique de *Piège de Cristal* ferait-il partie des farouches partisans des "anti-masques" ? Bruce Willis a en effet attiré l'attention lundi après avoir refusé de porter un masque en entrant dans une pharmacie. Pourtant, alors que l'Europe fait face à une troisième vague, la pandémie de coronavirus continue de faire des ravages aux États-Unis. Le pays détient le triste record de près de 381 000 morts liés au Covid-19, à ce jour. Tandis que Los An-

geles comptabilise plus de 10 000 décès depuis le début de l'année, la Californie a décidé de renforcer les mesures sanitaires en vigueur dans l'état, comme la suspension des tournages à Hollywood ou encore le port du masque dans les lieux fermés accueillant du public.

Mais mardi 12 janvier, *Page Six* a révélé que Bruce Willis avait été refoulé d'une pharmacie. L'ancien mari de Demi Moore aurait ainsi refusé de se protéger le visage avec le foulard qu'il

portait alors autour de son cou. Face à son refus de porter un masque, la star hollywoodienne a alors été invitée à quitter les lieux. Il a donc dû rebrousser chemin.

Bruce Willis a, depuis, fait part de ses regrets et a invité ses concitoyens à ne pas suivre son exemple, dans un communiqué relayé par *People*. "C'était une erreur de jugement. Restez en sécurité et continuons tous à porter un masque," s'est-il contenté de déclarer.

Bouillon de culture

Tom Hanks

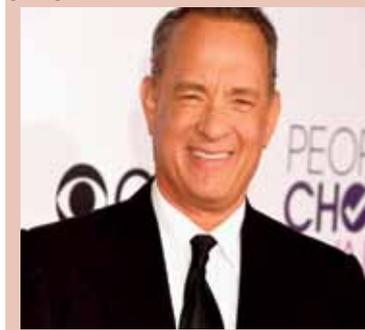
Le comédien américain Tom Hanks présentera une émission spéciale, diffusée simultanément sur toutes les grandes chaînes américaines, au soir de l'investiture de Joe Biden, avec des invités musicaux comme Jon Bon Jovi ou Justin Timberlake, selon plusieurs médias américains.

Sollicitée par l'AFP, l'équipe Biden n'a pas donné suite, mais Justin Timberlake et la chanteuse Demi Lovato ont chacun confirmé à la fois la tenue de l'événement et leur présence.

Le programme a été mis sur pied par le comité d'investiture présidentielle et remplacera les habituelles festivités autour de la cérémonie d'investiture, remises cette année pour des raisons sanitaires et de sécurité publique.

En 2009, Aretha Franklin avait chanté lors de la première cérémonie d'investiture de Barack Obama. S'étaient également produits Bruce Springsteen, U2, Shakira ou Stevie Wonder. Quatre ans plus tard, le président réélu avait cette fois pu compter sur Beyoncé pour l'hymne national.

En 2017, Donald Trump, en revanche, avait dû lui se contenter de deuxième, voire troisième couplets pour sa cérémonie, car peu apprécié du monde du spectacle. "Celebrating America", l'émission spéciale diffusée mercredi 20 janvier en primetime (20H30 à 22H00 heure de l'est), sera retransmise sur ABC, CBS, NBC, CNN et MSNBC, ainsi que sur la chaîne YouTube du comité d'investiture. Le programme se veut aussi un hommage aux "héros" de l'année écoulée, marquée par la pandémie de coronavirus.



Rebel Wilson se confie sur son kidnapping en Afrique



Star de la comédie outre-Atlantique avec notamment la saga *Pitch Perfect*, Rebel Wilson est réputée pour sa joie de vivre et son humour. L'actrice australienne, métamorphosée après s'être délestée de près de 25 kilos, vient pourtant de se confier sur une expérience terrifiante qu'elle a vécue il y a quelques années, au micro d'Ant Middleton, présentateur et ancien commando dans les Marines, de l'émission "Straight Talking" de Sky One. En effet, lorsque ce dernier lui demande quelle est la situation la plus effrayante dans laquelle elle a pu se retrouver, la comédienne de 40 ans répond sans détour : "Il y a eu une fois en Afrique où j'ai été kidnappée".

Sans préciser l'époque à laquelle l'incident a eu lieu, Rebel Wilson explique qu'elle était avec un groupe de femmes dans les zones rurales du Mozambique en Afrique de l'Est, lorsque des hommes armés ont surgi, leur donnant l'ordre de sortir de leur véhicule. "Et ils nous ont emmenés dans cette maison au milieu de nulle part" confie l'héroïne de la comédie

Netflix. Isn't it romantic. Pour autant, Rebel Wilson affirme avoir plutôt bien géré la situation. "J'ai l'impression d'avoir été très bonne dans la crise", dit-elle. "Ouais, j'étais comme un chef d'équipe." Elle poursuit : "Ils nous ont fait asseoir. J'ai dit : 'tout le monde se tient par les bras'. J'étais pétrifiée à l'idée qu'ils reviennent pendant la nuit pour prendre l'une des filles ou quelque chose. Heureusement, nous n'avons pas été blessées." Et le lendemain, Rebel Wilson et ses compagnes de mésaventure ont heureusement été relâchées. "Le lendemain, ils sont venus et ont dit : 'votre camion est prêt, vous pouvez y aller : go, go !' Nous n'avons pas posé de questions, nous sommes remontées dans le camion et parties. Quelques heures plus tard, on passait la frontière sud-africaine. Je pense que ces gars nous ont utilisées pour faire passer des choses illégales dans le fond du camion."

Ant Middleton n'a pu cacher sa surprise en écoutant l'histoire de Rebel Wilson. "Vous devez jouer dans un film d'action hardcore", lui a-t-il dit.

L'aubaine du Brexit pour l'Europe et les USA



La plupart des Européens se réjouissent que Joe Biden devienne bientôt le prochain président des Etats-Unis. Il est moins sûr qu'ils réalisent que la politique économique de Biden mettra l'euro et l'Europe dans une impasse. La nouvelle administration américaine voudra que l'euro reste fort par rapport au dollar afin de continuer à faire tourner l'économie américaine à plein régime.

Dans le but d'augmenter les dépenses consacrées à la réponse à la pandémie, à l'environnement et aux infrastructures, la Maison-Blanche de Biden fera sans aucun doute pression sur la Réserve fédérale américaine pour qu'elle maintienne la valeur du dollar à un niveau bas, quel que soit le nombre de mesures de relance budgétaire qu'elle parvient à faire accepter au Congrès. Et, après avoir accordé tant de faveurs à Donald Trump, le président de la Fed, Jay Powell, ne sera pas en mesure de dire non à Biden. Dans ce contexte, ce fut un coup de génie pour Biden de nommer Janet Yellen au poste de secrétaire au Trésor. En tant que prédécesseur de Powell à la Fed, elle y exerce toujours une influence significative. Wall Street a raison de parier fortement contre le dollar américain pour un an ou deux.

L'approche politique attendue de Biden aura un effet spectaculaire sur l'économie européenne, qui reste fortement dépendante des exportations. En 2019, les exportations représentaient 46,9% du PIB de l'Allemagne, 31,8% de celui de la France et 31,5% de celui de l'Italie. Les Européens ne peuvent pas se permettre de rester les bras croisés et de regarder l'euro se renforcer au point d'étrangler leurs

exportations.

La meilleure solution serait que l'Allemagne déploie une relance budgétaire, car cela «internaliserait» une bonne partie du commerce de l'UE et diminuerait ainsi l'importance de l'appréciation de l'euro par rapport aux autres devises. Au lieu d'exporter vers les Etats-Unis, les Italiens pourraient exporter davantage vers l'Allemagne et d'autres pays du Nord de la zone euro, puisque la relance supplémentaire aura fourni les moyens d'augmenter les achats en provenance du sud. Les Européens ont un énorme marché intérieur ; il est temps de l'utiliser, ne serait-ce que pour militer contre un euro galopant qui, autrement, pourrait diviser l'Union européenne.

Tout comme les Etats-Unis ont imposé un assouplissement quantitatif à l'Europe pour sauver sa propre économie face à un euro surévalué en 2014, la politique de Biden imposera probablement une politique budgétaire expansionniste aux Allemands pour la même raison. Si cela se produit, le facteur décisif cette fois-ci aura été le Brexit. Si le Royaume-Uni n'avait pas quitté l'UE, les chances d'une relance budgétaire allemande et d'un nouveau modèle de commerce internalisé au sein de l'UE auraient été proches de zéro.

Comme Karl Kaiser, un ancien directeur du Conseil allemand des relations étrangères, l'a expliqué à Roger Cohen du New York Times, «le Brexit a rendu [la chancelière allemande] Angela Merkel prête à abandonner des positions qui étaient sacrées». Merkel craignait que d'autres quittent l'UE si l'Allemagne ne modifiait pas sa politique financière. De même, le nouveau

fonds de relance de l'UE de 750 milliards d'euros, peut-être la plus grande réussite de Merkel, n'aurait pas vu le jour si les Britanniques étaient restés dans le bloc. Comme l'explique Cohen, «l'Union européenne peut désormais emprunter comme le fait un gouvernement – un pas vers une stature souveraine et un moyen de financer le fonds de relance pandémique de 918 milliards de dollars, qu'une présence britannique aurait probablement bloqués».

Il semblerait que les Britanniques aient quitté l'UE au bon moment. Le nouveau président américain, confronté à une série de demandes politiques urgentes dans son pays, aura fortement tendance à pousser les Allemands exactement dans la direction qu'ils doivent prendre – vers un nouveau modèle de relance budgétaire européenne plus forte et de commerce internalisé.

Etant donné que cette évolution, qui pourrait s'avérer un antidote puissant au populisme européen, aiderait à harmoniser les relations entre les Etats-Unis et l'UE et profiterait à la fois aux économies américaine et européenne, personne, ni à Washington DC, ni à Bruxelles, ne devrait pleurer le départ de la Grande-Bretagne. Les Allemands ne sont peut-être pas désireux d'adopter un modèle commercial internalisé, mais ils devraient reconnaître que le Brexit, dans ce cas, est bon pour l'Europe. Il a introduit la possibilité d'un modèle mixte combinant politique budgétaire et politique monétaire, qui serait bien plus efficace que l'approche strictement monétaire qui a dominé l'élaboration des politiques de l'UE depuis la crise financière de 2008.

Certes, la Banque centrale euro-

péenne a fait des merveilles avec sa politique monétaire expansionniste des douze dernières années. La présidente de la BCE, Christine Lagarde, et son prédécesseur, Mario Draghi, méritent d'être félicités pour leurs décisions politiques audacieuses. L'écart de rendement des obligations souveraines entre les pays du Nord et les pays du Sud de la zone euro s'étant considérablement réduit, la BCE a réussi à intégrer financièrement les deux régions pour la première fois. De plus, les rendements des actifs périphériques à plus haut risque sont maintenant à des niveaux historiquement bas ou proches de ceux-ci.

Ces développements financiers ont été importants pour l'unité et la solidarité européennes. Mais l'histoire montre que la politique monétaire ne peut pas, à elle seule, assurer une forte croissance économique à long terme. Bien que l'euro continue d'atteindre de nouveaux sommets, l'économie européenne est dans un marasme et la BCE est toujours en dessous de son objectif d'inflation «en dessous mais proche de 2%». Au cours de sept des huit dernières années, l'inflation a été plus proche de 1% que de 2%, et le marché s'attend à ce que cela se poursuive au cours de la prochaine décennie.

C'est inacceptable. Heureusement, en permettant d'intégrer la politique budgétaire dans le mix politique de l'UE, le Brexit est précisément ce dont l'Europe a besoin pour mener une politique de stabilisation macro-économique plus efficace et pour faire face à la politique monétaire non coopérative de la Fed.

Par Melvyn Krauss

Chercheur principal à l'établissement Hoover de l'Université de Stanford



L'accord d'investissement Chine-UE et les valeurs européennes

Fin 2020, l'UE (Union européenne) et la Chine ont annoncé la conclusion d'un Accord global d'investissement (AGI) entre les deux géants économiques. La Commission européenne s'est félicitée de cet accord, selon elle "le plus ambitieux que la Chine ait jamais conclu avec un pays tiers".

L'AGI offre aux entreprises européennes un meilleur accès au marché chinois, supprime (ou assouplit) les exigences du gouvernement chinois en matière de joint ventures et de transfert de technologies dans certains secteurs et promet l'égalité de traitement avec les entreprises d'Etat, ainsi qu'une plus grande transparence réglementaire. Par ailleurs, le gouvernement chinois s'est engagé à faire des efforts continus et soutenus en vue de ratifier la Convention sur le travail forcé et à faire des progrès en matière de protection de l'environnement.

Sur le papier, c'est une victoire non seulement pour l'industrie européenne, mais aussi pour les droits de l'Homme. Mais l'AGI suscite aussi des réactions négatives, aux USA par exemple elles vont de la déception à une franche hostilité. Pour les faucons (notamment au sein de l'administration Trump), en signant cet accord, l'Europe cède à la puissance économique de l'Empire du Milieu et lui offre une victoire diplomatique importante.

Mais de nombreux modérés, dont le futur conseiller à la sécurité nationale choisi par le président élu Joe Biden, sont eux aussi consternés. Le nouveau gouvernement Biden aurait préféré présenter un front uni contre la Chine en concluant d'abord

un accord économique avec l'Europe.

Pour d'autres, c'est l'apparente naïveté de l'UE à l'égard des promesses chinoises en matière de droits de l'Homme qui pose problème. Pour Guy Verhofstadt, ancien Premier ministre belge et membre du Parlement européen, qui s'est exprimé sur Twitter, "toute signature de la Chine au sujet des droits de l'Homme ne vaut pas le papier sur lequel elle est écrite".

L'accord UE-Chine soulève des questions fondamentales sur l'ordre mondial post-pandémie : Comment gérer les relations stratégiques et économiques entre grandes puissances aux fonctionnements institutionnels et politiques profondément divergents ? Les démocraties peuvent-elles rester fidèles à leurs valeurs tout en s'engageant dans des échanges commerciaux et financiers avec la Chine ?

Pour répondre à ces questions, il faut prendre en compte deux éléments :

- Il est impossible d'envisager un découplage significatif de l'économie chinoise et des économies occidentales qui n'induisent pas de catastrophe économique.

- Les pays occidentaux ne peuvent pas faire grand-chose, que ce soit individuellement ou collectivement, pour remodeler le modèle économique étatique de la Chine ou peser en faveur du respect des droits humains et du droit des travailleurs dans ce pays.

Les accords sur le commerce et les investissements ne peuvent transformer la Chine en une économie de marché de type occidental ou en une démocratie. Notre meilleur espoir est

donc de bâtir un nouveau système mondial qui reconnaisse la diversité des régimes économiques et politiques sans compromettre gravement les avantages qu'offrent le commerce et les investissements internationaux.

Cela n'oblige en rien les pays occidentaux à mettre de côté les droits de l'Homme ou les considérations politiques lorsqu'ils traitent avec la Chine sur le plan économique. Cela signifie que les USA et l'Europe doivent poursuivre des objectifs plus limités, plus réalistes, et en fin de compte plus faciles à justifier.

L'un de ces objectifs est crucial : d'une part les règles en matière de commerce et d'investissement doivent garantir que les entreprises et les consommateurs occidentaux ne sont pas directement complices des violations des droits de l'Homme en Chine, d'autre part elles doivent protéger les pays démocratiques contre les pratiques chinoises susceptibles de saper leurs dispositions institutionnelles en matière de travail, d'environnement, de technologie et de sécurité nationale. Autrement dit, il s'agit de défendre les valeurs de l'Occident, plutôt que de les exporter.

La question importante n'est donc pas de savoir si l'UE sera en mesure de modifier le système économique de la Chine ou d'améliorer le respect des droits de l'Homme et le régime du travail dans ce pays. Même si le traitement de la minorité ouïgoure majoritairement musulmane s'améliore, la répression des dissidents et les atteintes à la liberté d'expression se poursuivront. Et même si la Chine ratifie la Convention sur le travail forcé et la respecte - ce qui est douteux - les dirigeants

chinois n'envisagent pas de reconnaître des syndicats indépendants. La question pertinente est de savoir si l'UE renonce à sa liberté de limiter sa complicité dans les violations des droits de l'Homme (y compris dans le travail) et si elle abandonne l'idée de préserver la sécurité nationale et les normes de travail européennes.

La Commission européenne estime que l'AGI permet à l'UE de conserver son "espace politique", notamment dans les secteurs "sensibles" tels que l'énergie, les infrastructures, l'agriculture et les services publics. Dans les autres secteurs, l'UE est déjà assez ouverte aux investissements chinois. Cela pose la question de savoir ce que l'Empire du Milieu pense tirer de cet accord.

Il espère probablement se prémunir ainsi contre de futures restrictions en Europe. L'accord contient un mécanisme d'arbitrage qui permet aux parties de porter plainte en cas de violation de l'accord. Si des consultations ne permettent pas de résoudre un différend, des commissions d'arbitrage dotées de procédures spécifiques trancheront. La Commission européenne considère qu'il s'agit d'un mécanisme destiné à empêcher la Chine de revenir sur ses engagements, mais il pourrait également servir à cette dernière pour contester certaines barrières à l'entrée de ses produits dans l'UE.

Un cadre de règlement des différends est nécessaire à tout ordre mondial durable. Mais que se passera-t-il si un pays européen veut interdire l'entrée de ses produits à une entreprise chinoise qui traite mal ses travailleurs ou qui opère au Xinjiang ? La France exige déjà des grandes entreprises françaises qu'elles respec-

tent les normes internationales en matière de droits de l'Homme et d'environnement dans leurs activités à l'étranger.

Que se passera-t-il si certains pays européens adoptent des mesures plus restrictives pour empêcher les entreprises chinoises ayant des pratiques problématiques en matière de travail ou d'environnement d'exercer leurs activités dans l'UE ? Le mécanisme d'arbitrage jugera-t-il ces mesures compatibles avec l'AGI ? Et sous quelles conditions acceptera-t-il des interdictions d'accès au marché basées sur des considérations de "sécurité nationale" ?

Les réponses à ces questions ne sont pas claires. Beaucoup dépendra du texte final de l'AGI et de la mesure dans laquelle le mécanisme d'arbitrage donnera la priorité à l'accès au marché plutôt qu'aux desideratas d'un pays donné.

Quoi qu'il en soit, ni le désir des USA de créer un front uni contre la Chine, ni l'incapacité de l'AGI à libéraliser la Chine ne sont des arguments raisonnablement opposables à cet accord et aux autres accords portant sur le commerce et les investissements. L'Accord global d'investissement Chine-UE ne permettra pas à l'Europe d'exporter son système et ses valeurs ; la question est de savoir s'il lui permettra de rester fidèle à ses valeurs.

Par Dani Rodrik
Professeur d'économie politique internationale à la John F. Kennedy School of Government de l'Université de Harvard

المملكة المغربية
وزارة الداخلية
جهة الدار البيضاء/سطات
إقليم برشيد
جماعة أولاد عبو
رقم: 10

إعلان عن إجراء امتحان الكفاءة المهنية لفائدة موظفي الجماعة

يعلن رئيس المجلس الجماعي لأولاد عبو عن إجراء امتحان الكفاءة المهنية برسم سنة 2021 لفائدة موظفي الجماعة وذلك وفق الجدول التالي:

الساعة	تاريخ إجراء الامتحان الكتابي	شروط ولوج الامتحان	الدرجة الممتحن بشأنها	المرشحون لاجتياز الامتحان
التاسعة صباحا (09:00)	2021/02/06	يفتح امتحان الكفاءة المهنية في وجه الموظفين المرشحين المتوفرين على ست سنوات من الأقدمية من الخدمة الفعلية عند تاريخ أول اختبار.	تقني د 1 السلم 11	تقني د 2 السلم 10
التاسعة صباحا (09:00)	2021/02/06		مساعد إداري د 2 السلم 7	مساعد إداري د 3 السلم 6
التاسعة صباحا (09:00)	2021/02/07		مساعد تقني د 2 السلم 7	مساعد تقني د 3 السلم 6

تودع طلبات الترشيح لاجتياز هذه الامتحانات لدى مصلحة الموظفين إلى غاية 05 فبراير 2021 على الساعة 16H30.

N° 193/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'EL HAJEB
CAIDAT BNI MTTIR
COMMUNE D'AIT NAAMANE

Avis de concours

Le président de la commune d'Ait Naamane, organisera le 16/02/2021 à huit heure trente minute du matin au siege de la commune, un concours de compétence professionnelle pour occuper Un (1) poste de Adjoint Technique 2^{ème} grade, au profit des fonctionnaires de la commune d'Ait Naamane ayant six ans d'ancienneté dans le grade de Adjoint Technique 3^{ème} grade.

Les fonctionnaires intéressés doivent déposer leurs demandes de candidature au service personnel de la commune d'Ait Naamane avant 08/02/2021.

N° 194/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Éducation Nationale
de la Formation Professionnelle
de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Scientifique
Académie Régionale d'Éducation et de Formation
Région Marrakech-SAFI
Direction provinciale de Marrakech

AVIS RECTIFICATIF DE L'AO N°01/EXP/2021

Le directeur provincial de Marrakech informe que l'avis de L'appel d'offres N°01/EXP/2021 Publié au journal de libération le 15/12/2020, N°9191, page 19, est rectifié comme suit :

Objet de la rectification	ERREUR	Correction
Date et heure d'ouverture des plis	Le 28/01/2021 à 10h00.	Le 02/02/2021 à 10h00.
Les pièces justificatives	Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation	Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation

Le reste est sans changement.

Le nouveau dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès du bureau des appels d'offres relevant du service des affaires administratives et financières de la direction provinciale de Marrakech, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'état « www.marchespublics.gov.ma ».

N° 195/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
REGION BENI MELLAL KHENIFRA
PROVINCE DE BENI MELLAL
COMMUNE OULED YAICH

AVIS D'APPEL D'OFFRE
OUVERT n° :06/CTOY/2020

Le 10/02/2021 à dix heure , Il sera procédé, dans la salle de réunion de la commune Ouled yaich province de Beni Mellal à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

CHEMINS VICINAUX ET PISTES

- *CONSTRUCTION DE LA VOIE RELIANT LA RP3204 ET LE TERRAIN DE FOOTBALL PASSANT LE LOGEMENT DE FETTOUK ALLAL ET VERS LA MOSQUEE RAHMA AU CENTRE ZOUAIR
- CONSTRUCTION DE LA ROUTE RELIANT LA RP3204 VERS COLLEGE ESSALAM AU CENTRE ZOUAIR

Commune ouled yaich province de BENI MELLAL

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du service technique de la commune d'Ouled Yaich, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma .

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 50 000.00 DHS CINQUANT MILLE DHS.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 1 700 952.00dhs TTC.

UN MILLION SEPT CENT MILLE NEUF CENT CINQUANTE DEUX DHS 00 CTS

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12-349 du 20/03/2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
 - Soit déposer leur offre par voie électronique dans le portail des marchés publics.
- Les concurrents installés au Maroc doivent produire la copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et de classification comme suit :

secteur	classe	Qualification exigé
B	4	B5

Pour les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.

N° 196/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
REGION BENI MELLAL KHENIFRA
PROVINCE DE BENI MELLAL
COMMUNE OULED YAICH

AVIS D'APPEL D'OFFRE
OUVERT n° :07/CTOY/2020

Le 10/02/2021 à onze heure , Il sera procédé, dans la salle de réunion de la commune Ouled Yaich province de Beni Mellal à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

CHEMINS VICINAUX ET PISTES

- *CONSTRUCTION DES ROUTES N 40 ET 43 PROJETEES SUR LE PLAN D'AMENAGEMENT AU DOUAR RAKABA CENTRE OULED YAICH
- CONSTRUCTION DE LA VOIE A PARTIR DU LOGEMENT AIT OUHARDA VERS ECOLE ELHAMRIA AU CENTRE OULED YAICH
- CONSTRUCTION DE LA VOIE RELIANT LOGEMENT HERITIERS HAJ MOUSSA ET LOGEMENT ILLAN AU CENTRE OULED YAICH.

COMMUNE D'OULED YAICH
PROVINCE DE BENI MELLAL

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau du service technique de la commune d'Ouled Yaich, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: www.marchespublics.gov.ma .

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 60 000.00 DIRHAMS

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : 2 106 840.00dhs

Deux million cent six mille huit cent quarante dhs

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12-349 du 20/03/2013 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune
 - soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité
 - Soit déposer leur offre par voie électronique dans le portail des marchés publics.
- Les concurrents installés au Maroc doivent produire la copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et de classification comme suit :

secteur	classe	Qualification exigé
B	4	B6
B	4	B11
C	5	C3

Pour les concurrents non installés au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation.

N° 197/PA

MOUSTKA S.A.R.L.
Aux termes d'un acte S.S.P en date du 18/12/2020, il a été constitué une société SARL dont les caractéristiques sont :
-DENOMINATION : MOUSTKA
-OBJET : COMMERCE DE DETAIL DE QUINCAILLERIE.
-SIEGE SOCIAL : 61 AV LALLA YACOUT ANGLE MUSTAPHA EL MAANI 1ER ETAGE N° 56 CENTRE RIAD CASABLANCA.
-DUREE : 99 ans
-CAPITAL SOCIAL : 100 000 DH
-GERANCE: MR. M'BA-REK MOUSTAID.
-ANNEE SOCIALE : commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.
-DEPOT : la société a été immatriculée au RC de Casablanca sous le N° 484601.
N° 198/PA

SOCIETE « NAHIYYA CAR » SARL
CONSTITUTION
Suite à un acte sous-seing privé en date du 28/07/2020 les propriétaires de la SOCIETE « NAHIYYA CAR », ont décidé la constitution d'une société ayant les critères suivants :
• DENOMINATION : SOCIETE « NAHIYYA CAR » SARL
• OBJET : la location de voitures sans chauffeur
• SIEGE SOCIAL : N° 10 HAY FARAH 1 AHADAF AZROU
• CAPITAL : 100.000,00 DHS, divisé en 1000 PARTS SOCIALES de 100,00 DHS chacune, toutes entièrement souscrites, libérées et réparties comme suit :
Mme MOUMEN LAILA : 500 PARTS
Mr DADI SOUFIANE : 500 PARTS
• DUREE : 99 ans.
• GERANCE: FATIMA-ZAHRA SADIKI gérante pour une durée déterminée.
• ANNEE SOCIALE : commence le 01 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
Le dépôt légal a été effectué le 12/01/2021 au tribunal de première instance d'AZROU sous le n° 9, et immatriculée au registre de commerce sous le n° :1437.
Pour extrait et mention
N° 199/PA

GRID ENERGY COMPANY
Société à responsabilité limitée, au capital de : 1.000.000,00 dirhams
Siège social : Coin de Paris, Av Med V, Immeuble RAYAN, 1er Étage, N° 2 - Safi
ICE : 002294362000015.
RC : 9835 IF : 37569945.
Aux termes du procès-verbal de la décision Extraordinaire des associés de la société GRID ENERGY COMPANY S.A.R.L, tenue le 01 Octobre 2020 les associés ont décidés ce qui suit :
• La Création d'une succursale de la société à CASABLANCA au :
Adresse : 17 BOULEVARD BAHMAD ETAGE N°4 APART N°8, BELVEDERE CASABLANCA.
DESIGNATION DE GERANCE : Sont nommés co-gérants de la succursale pour une durée illimitée :
• Monsieur Hassan SOU-

DASSI, né le : 12 avril 1968 à Casablanca, de nationalité marocaine, demeurant à Casablanca - 172, Bd MEHDI BEN BARKA, Résidence EL MANAR, 1er Étage, Appartement 6, Bourgogne, Titulaire de la CIN n° : BH92432.
• Monsieur Adil EL BAKKALI, né le : 05 août 1973 à Fès, de nationalité marocaine, demeurant à Casablanca - Résidence du PALAIS, Rue YASSMAIN, Immeuble K, 1er Étage, Appartement 2, HAY RAHA, Titulaire de la CIN n° : C425132.
DEPOT LEGAL : Le dépôt légal a été effectué au tribunal de première instance de SAFI en date de 16 Octobre 2020 sous numéro 2093 et également au tribunal de commerce de CASABLANCA en Date De 15 Octobre 2020 sous numéro 749884.
N° 200/PA

MAXI COURSE SARL
Dissolution anticipée
I- Selon la décision de Mr. SMAIL KATIR, en tant que gérant non associé de la Ste MAXI COURSE SARL en date du 24/11/2020, il a été décidé :
• La dissolution anticipée de la société « MAXI COURSE SARL », suite à la mauvaise conjoncture économique, et à une crise financière de la trésorerie de la société.
• Les associés nommés en qualité de liquidateur, Mr. SMAIL KATIR
• Les associés décide que la dissolution anticipée de la société ne produit ses effets, à l'égard des tiers, qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre de commerce.
• Le siège de liquidation est fixé au : IMM 1 APPRT N° 8 RUE MILLILIA HASSAN RABAT.
II- Le dépôt légal a été effectué au secrétariat-greffe du tribunal du commerce de Rabatle05/01/2021 sous le N°110012.
III- Le déclaration de dissolution anticipée de la dite société a été effectuée au niveau du registre du commerce attribué au tribunal du commerce de Rabat le 05/01/2021 sous le N°85763.
N° 201/PA

Compta-Gest Business SARL AU
284 la lagune 4 Essaouira FIDUCIAIRE COMPTABLE ET FISCALE
Constitution de Sociétés - Modifications - Tenue de comptabilité
CONSTITUTION
« NEW DUBAI SARL AU »
Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11/11/2019 il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination : « NEW DUBAI SARL AU »
Objet-Entrepreneur de travaux divers ou construction
Siege Social :Magasin au N° 5.00 rue Abou BakrEsseddiq Lot 5 Essaouira
Durée : Fixée à 99.
Capital : 100 000,00 réparti en 1000 parts de 100 dhsdé-tenu par HAMID LAMKANTAR
Gérance : Accordée à Mr HAMID LAMKANTAR-pour une durée illimitée.

Dépôt Légal : Le dépôt légal est attribué au tribunal de première instance De Essaouira sous le numéro 332, du 26/11/2019.R.C N° 5147. Pour extrait et mention N° 202/PA

Compta-Gest Business SARL AU
284 la lagune 4 Essaouira FIDUCIAIRE COMPTABLE ET FISCALE
Constitution de Sociétés - Modifications - Tenue de comptabilité
CONSTITUTION
« STE BILMOGA SARL »
Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 13/08/2020 il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes :
Dénomination : « BILMOGA SARL »
Objet :Avance ou de prêts, de recette ou de paiements, garantie (fond de garantie) ou de caution (organismes gestionnaire de fond).
Siege Social : MAG SIS A 588 AV MED EL YAZIDI LOT EL BORJ 1 ESSAOUIRA
Durée : 99 ans.
Capital:100 000,00 réparti en 1000 parts de 100 dh dé-tenu par
1) AHMED YOUNESS EL BILALI, 500 PARTS DE 100 DH.
2) AHMED YASSINE EL BILALI, 500 PARTS DE 100 DH.
Gérance : Accordée à Mr AHMED YOUNESS EL BILALI pour une durée illimitée.
Le dépôt légal est attribué au tribunal de première instance De Essaouira sous le numéro 190, du 07/09/2020.
R.C : N° 5359.
Pour extrait et mention
N° 203/PA

Royaume du Maroc
Ministère de la Santé
Délégation Provinciale de Berkane
Centre Hospitalier Provincial EDDERRAK - Berkane-
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 01/2021
Réservé aux petites et moyennes entreprises nationales (Séance publique) Le 08Février2021 à 10Heures il sera procédé à la salle des réunions du Centre Hospitalier Provincial « Edderrak » de Berkane, sise à : Rue la Victoire Hay El Hassani BP 60300 -Berkane, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour l'exécution des prestations de : Brancardage et Transport des malades à l'intérieur du Centre Hospitalier Provincial Edderrak à Berkane et l'Hôpital de Proximité Sadia -lot unique-DUBAI SARL AU»
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de Sous ordonnancement du CHP Edderrak de Berkane, sise à : Rue la Victoire Hay El Hassani BP 60300 -Berkane. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma
• Le dossier d'appel d'offre peut être envoyé par voie postale aux concurrents qui

le demandant dans les conditions prévues par l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 08Jumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics
• Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Neuf mille dirhams (20 000,00dhs)
L'estimation des couts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Cinq cent quatre-vingt huit mille six cent soixante-douze Dirhams 00centimes(588 672,00 dhs)
• Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret N° 2-12-349 relatif aux marchés publics.
• Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité à l'adresse : Rue la Victoire Hay El Hassani BP 60300 - Berkane ;
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de Sous ordonnancement du CHP deBerkane ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- Soit les remettre par voie électronique à travers le portail des marchés publics ;
• Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation.
• Il est prévu des visites des lieux au CHP de Berkane et HP Saïdia le:29/01/2021.à 10h.
N° 204/PA

Royaume du Maroc
Ministère de la Santé
Délégation Provinciale de Berkane
Centre Hospitalier Provincial EDDERRAK - Berkane-
Avis d'Appel d'offres Ouvert N° : 02/2021
Le 09/02/2021 à 10Heures il sera procédé à la salle des réunions du Centre Hospitalier Provincial « EDDERRAK » de Berkane, sise à : Rue la Victoire Hay El Hassani Berkane, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour l'exécution des prestations de : LA Collecte, L'enlèvement Et Le Traitement Des Déchets Médicaux Et Pharmaceutique Du Centre Hospitalier Provincial De Berkane Et L'hôpital De Proximité De Saïdia.
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de Sous ordonnancement du CHP Berkane, sise à : Rue la Victoire Hay El Hassani Berkane. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma
• Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinq mille dirhams(10000.00 dhs)
• L'estimation des couts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :
Montant maximum : Cinq

Cent Cinquante Deux Mille Dirhams Ttc. (552000,00DHS)
• Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N° 2-12-349 relatif aux marchés publics.
• Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer leurs plis, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité à l'adresse: Rue la Victoire Hay El Hassani Berkane.
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de Sous ordonnancement du CHP Berkane, sise à : Rue la Victoire Hay El Hassani Berkane.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit l'envoyer par soumission électronique via portail des marchés public
• Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.
• Il est prévu des visites des lieux au CHP de Berkane et HP Saïdia le : 01/02/2021à 10 heures.
N° 205/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL, DE L'URBANISME, DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE HABITAT ET POLITIQUE DE LA VILLE DIRECTION PROVINCIALE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE -TETOUAN
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DE PRIX N° 1/2021
SEANCE PUBLIQUE
Le lundi 08 février 2021 à 10h, il sera procédé au siège de la Direction Provinciale de l'Habitat et de la Politique de la Ville de Tétouan, sis rue Mohamed Daoud Quartier Touabel Tétouan à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix n°1/2021 (séance publique) pour objet : L'entretien des espaces verts de la Direction Provinciale de l'Habitat et de la Politique de la Ville de Tétouan
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès du Service des Affaires Administratives et Financières de la Direction Provinciale de l'Habitat et de la politique de la ville de Tétouan située à la Rue Mohamed Daoud quartier Touabel Tétouan, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat: www.marchespublics.gov.ma
- Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de Trois mille dirhams (3000,00 DH)
- L'estimation des prestations à réaliser est de soixante mille neuf cent quarante dirhams et 80 cte TTC (60 940,80 DH TTC).
- la Visite des lieux est prévue le mardi 26 janvier 2021 à 10 h.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
• Soit déposer contre récépissé leurs plis au Service des Affaires Administratives et Financières de la Direction Provinciale de l'Habitat et de la politique de la ville de Tétouan, sis à l'adresse ci-dessus ;
• Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
• Soit les remettre au président de la commission d'ouverture des plis au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
• Soit les transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage dans le portail des marchés publics.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues à l'article 8 du règlement de consultation.
N° 206/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INERIEUR
PROVINCE D'IFRANE
SECRETARIAT GENERAL SERVICE DES MARCHES AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2021/BG
Le 08/02/2021 à 11h 00mn, Il sera procédé, dans les bureaux du Secrétariat Général de la province d'Ifrane à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix, pour : Achat de Gazoil pour le chauffage « Province d'Ifrane ».
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au service des marchés de la DBM MG du Secrétariat Général de la province d'Ifrane, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics : (www.marchespublics.gov.ma).
Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Dix Mille Dirhams (10 000,00 DHS).
L'estimation des couts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Neuf Cent Quatre Vingt Dix Mille Sept Cent Quatre Vingt Douze Dirhams (990 792,00 Dirhams).
Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis au service des marchés de la DBM MG, du Secrétariat Général de la province d'Ifrane.
- Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit transmettre leurs dossiers par voie électroniques. Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de consultation.
N° 207/PA

Union Propriétaire de la Résidence Hay Essalama bvd Hassan II AO N°01/2021

L'Union Propriétaire de la Résidence Hay Salama Bvd Hassan 2 MOHAMMEDIA, annonce un Appel d'Offre: Gardiennage, Jardinage, Nettoyage Organisation Parc Auto et Entretien divers pour 171 Appartements (17 immeubles et un magasin).

Le Budget Estimé annuel à un montant de 205 000 DH TTC. Les soumissionnaires doivent fournir dossiers administratifs et technique. La soumission doit être effectuée comme suit :

- 1. Une enveloppe pour offre technique et administratif.
- 2. Une enveloppe pour offre financier.

Les enveloppes doivent être libellées au nom du Président de la Résidence Hay Salama. Visite des lieux à compter du 15 janvier 2021.

Les plis de soumissions doivent être reçus avant le 20 janvier 2021.

L'ouverture des plis aura lieu le 21 janvier 2021 à 15h00 au local de l'union sis à la Résidence Hay Salama Bvd Hassan 2 MOHAMMEDIA.

Les soumissionnaires doivent retirer le dossier de consultation lors de la visite des lieux ou par email.

Les soumissionnaires doivent envoyer leur offre à l'adresse email suivante : aboudouae2004@gmail.com
Personne à contacter Mr. ALI JABRANE. GSM 06 75 95 40 32.

N° 210/PA

WAHAT DUBAI SARL

- Dénomination : «WAHAT DUBAI»
- Forme juridique : «SARL»
- Objet: Services et Produits Nécessaires au Restaurant (Exploitant de) et d'un salon de thé.
- Siège social: 16, Rue Jilali Al Oraibi, 8ème Etage, N° 18 – Casablanca.
- Durée: 99 ans
- Capital : 1 000.000,00 DHS, divisé en 10 000 parts sociales de 100 Dhs chacune, réparties comme suit :
- EL GAOUT HICHAM : 2500,00 Parts
- ET-TOUZANY Mohamed : 2500,00 Parts
- BELMANSAR Abdelohad : 2500,00 Parts

- BELMANSAR Abdelaziz ... : 2500,00 Parts
- Cogérance : Mrs EL GAOUT HICHAM, ET-TOUZANY Mohamed ET BELMANSAR Abdelohad.
- Dépôt légal est effectué auprès du TC de Casablanca le 13/01/2021 sous le N° 731366 et RC N° : 485379.

N° 211/PA

Royaume du Maroc Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal (RESERVE AUX PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES NATIONALES) AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N°01/2021

Le Mercredi 10 Février 2021 à 10 heures, il sera procédé dans la salle de réunion de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur objet: Achat de 870 ruches peuplées et 870 hausses au profit des organisations professionnelles apicoles relevant de la zone d'action du Programme de Développement Rural des Zones de Montagne de la Province d'Azilal (PDRZM).

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, et il peut être également téléchargé à partir du Portail des marchés de l'Etat : WWW.MARCHES-PUBLICS.GOV.MA.

- Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: (25.000,00 DH) Vingt-cinq Mille Dirhams.

- L'estimation des coûts des prestations est fixée à la somme de : (1.099.680,00 DH) Un Million Quatre Vingt Dix Neuf Mille Six Cent Quatre-Vingt Dirhams.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit contre récépissé au Bureau des Marchés de la DPA d'Azilal ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception à la DPA d'Azilal ;
- Soit les déposés par voie électronique au portail des marchés publics ;
- Soit remis séance tenante au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance.

Un échantillon de corps de ruche model doit être déposé au Bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'Azilal, et ce avant le 09/02/2021 à 12 heures. Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation.

N° 212/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE MARITIME, DE DEVELOPPEMENT RURAL ET DES EAUX ET FORETS DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE FES MEKNES DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE D'EL HAJEB AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 01/2021 /DPA (SEANCE PUBLIQUE)

Le 17/02/2021 à 10 heures, il sera procédé, dans les bureaux du Directeur Provincial de l'Agriculture d'El Hajeb à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur objet: Achat de 87 Ha, dans le périmètre BITIT Commune rurale de BITIT, Province d'El Hajeb dans le cadre du projet de reconversion des céréales en olivier.

Le dossier d'Appel d'Offres peut être retiré au bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'El Hajeb, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics: (www.marchespublics.gov.ma).

- Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Sept Mille Dirhams (7.000,00 dhs) ;

- L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : deux cent quatorze mille vingt dirhams (214 020,00 DH TTC).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 26,27,29 et 31 du Décret n° 2 – 12 – 349 relatif aux marchés publics

Les concurrents peuvent :
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Agriculture d'El Hajeb ;
- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

- Soit les transmettre par voie électronique au maître d'ouvrage conformément à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 08 kaada 1435 (04/09/2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics

- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Il est prévu une visite des lieux le 04/02/2021 à 10 heures, point de départ siège de la DPA d'El Hajeb
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation.

N° 213/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA REFORME DE L'ADMINISTRATION AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 53/2020/MEFRA/AC/INF

Le 02 mars 2021 à 10 heures, il sera procédé dans la salle de réunions de la Direction des Affaires Administratives et Générales (DAAG), sise Entrée «D», bâtiment extension du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, 2ème étage, Quartier administratif – Rabat- Chellah, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour l'assistance technique à la montée de version et la migration de la plateforme logicielle TADBIR pour la gestion intégrée du processus d'endettement et de la trésorerie au profit du Ministère de l'Economie et des Finances et de la Réforme de l'Administration.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des Achats de la Direction des Affaires Administratives et Générales - Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration-Rabat-Chellah. Bureau n°234, 2ème étage Entrée «D». Il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des Achats de la Direction des Affaires Administratives et Générales - Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration-Rabat-Chellah. Bureau n°234, 2ème étage Entrée «D». Il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma)

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au Service des Achats de la Direction des Affaires Administratives et Générales - Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration-Rabat-Chellah. Bureau n°234, 2ème étage Entrée «D». Il peut être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma)

ma) et du site Internet du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration (www.finances.gov.ma, Rubrique "Appel d'Offres"). Le montant du cautionnement provisoire est fixé à : 32 000,00 DH (Trente-deux-Mille dirhams)

L'estimation des coûts des prestations est fixée à la somme de : 2 100 000 DH TTC (Deux millions cent mille dirhams toutes taxes comprises) ;

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
• soit envoyer leurs plis par courrier recommandé, avec accusé de réception, au bureau précité ;

• soit les déposer, contre récépissé dans le bureau d'ordre de la DAAG du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration ;

• soit les remettre au Président de la commission d'appel d'offres au début de séance et avant l'ouverture des plis.

• soit transmettre leurs dossiers par voie électronique via le portail marocain des marchés publics ;

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation.

N° 214/PA

ROYAUME DU MAROC MINISTRE DE L'INTERIEUR WILAYA REGION DRAA TAFILALT PROVINCE D'ERRACHIDIA COMMUNE D'ES-SEFALAT SERVICE DES RESSOURCES HUMAINES

AVIS D'EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE POUR L'ANNEE 2021

LE PRESIDENT DE LA COMMUNE ES-SEFALAT A RISSANI :

AVIS QU'IL SERA ORGANISE UN EXAMEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE POUR L'ACCES AU GRADESUIVANT:

GRADE D'ORIGINE	NOUVEAU GRADE	CONDITIONS DE PARTICIPATION A L'EXAMEN	DATE DEPOT DE DOSSIER DE CANDIDATURE	DATE ET LIEU D'EXAMEN
REDACTEUR 3° GRADE ECHELLE 9	REDACTEUR 2° GRADE ECHELLE 10	SIX (06) ANS DE SERVICE DANS LE GRADE D'ORIGINE	LA DEMANDE DE PARTICIPATION A L'EXAMEN SERA DEPOSEE JUSQU'AU 04/02/2021 AU PLUS TARD AU SERVICE GRH.	LE : 06/02/2021 A PARTIR DE 09H AU SIEGE DE LA COMMUNE

N° 208/PA

إعلان

عن تنظيم مباراة لتوظيف ثلثي من الدرجة الثالثة بجماعة رحالة

تنظم جماعة رحالة يوم 2021 بقرعة مباراة لتوظيف في الدرجات التالية :

الدرجة	التخصص	عدد المناصب
ثلاثي من الدرجة الثالثة	الإعلاميات – التنمية المعلوماتية	01

و يخص (حسب كل جماعة) 25 % منها للفتاة الأشخاص المتوفرين على صفة متقلم أو مكفول الأمة أو عسكري قديم أو محارب قديم و 7 % منها للفتاة الأشخاص المعاقين.

شروط الترشح :

تفتح مباراة التوظيف المذكورة في وجه المترشحين من جنسية مغربية البلقون من العمر 18 سنة على الأقل و 40 سنة على الأكثر في لفتح يناير من السنة الجارية، ويمكن تمديد حد السن الأعلى لفترة تعادل فترة الخدمات الصحية أو الممكن تصحيحها لأجل القاعد دون أن يتجاوز 45 سنة، والحاصلين على دبلوم الثلثي المتخصص تخصص (الإعلاميات – التنمية المعلوماتية) المسلم من طرف مؤسسات التكوين المهني المؤهلة لتسليم هذه الشهادة أو إحدى الشهادات أو الدبلومات المحددة بقرار الوزير المكلف بالوظيفة العمومية وتحديث الإدارة لمقتضيات المرسوم رقم 12.90 بتاريخ 30 أبريل 2012.

تشتمل المباراة على اختبار كتابي واحد واختبار شفوي بناء على منشور السيد رئيس الحكومة رقم 2020/16 بتاريخ 07 أكتوبر 2020 وتحدد مدة ومعمل كل منهما حسب الجدول التالي :

الاختبار الكتابي	المدة	المعمل	الاختبار الشفوي	المدة	المعامل
اختبار وحيد يتطابق بالمخصص المطلوب ويتضمن موضوعا أو عدة مواضيع اختيارية	ثلاث ساعات	03	يتمحور حول مواضيع وقضايا متعلّقة بمختار الهدف	30 دقيقة	03

يأهل لاجتياز الاختبار الشفوي أو التطبيقي المترشحون الحاصلون على نقطة لا تقل عن 12 من 20 في الاختبار الكتابي .

ملف الترشيح :

يتكون ملف الترشيح من الوثائق التالية :

1. طلب الترشيح لاجتياز مباراة التوظيف؛
2. نسخة مطابقة لأصل دبلوم ثلثي متخصص مصحوبة بنسخة من قرار المعلة عند الإقتضاء؛
3. نسخة مطابقة لأصل بطاقة التعريف الوطنية؛
4. طرفان بجملان الطبع البريدي والتوان الشخصي للمرشح.

05 جويلية 2021

تودع ملفات الترشيح بمصلحة الموظفين بجماعة رحالة ويحدد آخر أجل لإيداع الترشيحات يوم من كل للترشيح يصل بعد الأجل المحدد أعلاه، أو تنقضي وثيقة من الوثائق المذكورة أعلاه، لن يؤخذ بعين الاعتبار. تجري مباراة التوظيف يوم 2021 على الساعة العاشرة صباحا بقرعة جماعة رحالة.

N° 209/PA

Alexeï Navalny, l'infatigable pourfendeur de la corruption des élites russes

Portrait



Opposant numéro un à Vladimir Poutine, infatigable pourfendeur de la corruption des élites russes, Alexeï Navalny est déterminé à continuer de défier le Kremlin après avoir survécu à son empoisonnement, s'appretant désormais à retourner en Russie.

En convalescence depuis l'année dernière en Allemagne, cet ancien avocat de 44 ans a annoncé mercredi avoir pris sa décision : il rentre à Moscou dimanche, malgré la menace d'un renvoi en prison exigé par les services pénitentiaires russes. Et malgré les craintes persistantes pour sa sécurité.

"Venez m'accueillir", a-t-il lancé à ses abonnés dans une vidéo diffusée sur les réseaux sociaux, se disant "pratiquement guéri" de l'empoisonnement par un agent neurotoxique qui l'avait plongé dans le coma.

Ce retour en Russie semblait quasiment inenvisageable en août quand le charismatique opposant, dans le coma, était arrivé à Berlin à bord d'un avion médicalisé.

Il avait fait un grave malaise dans un avion en Sibérie, en marge d'une tournée électorale. Soigné pendant 48 heures dans un hôpital russe, son

transfert en Allemagne avait été autorisé sous la pression de ses proches.

Après trois semaines de coma, trois laboratoires européens sont formels : le principal opposant russe a été victime d'un agent de type Novitchock, une substance mise au point par des spécialistes soviétiques à des fins militaires.

Ayant survécu à cette tentative d'assassinat présumée, Alexeï Navalny n'a pas tardé à contre-attaquer : une enquête de plusieurs médias mettant en exergue la responsabilité des services de sécurité russes (FSB), il diffuse une conversation téléphonique dans laquelle il dit avoir piégé l'un des agents qui le suivaient depuis des années.

Celui-ci, pensant parler à un supérieur, avoue toute l'affaire.

Pour l'opposant, son empoisonnement a été orchestré sur l'ordre direct de Vladimir Poutine, son ennemi juré, qui ne prononce jamais son nom. Le maître du Kremlin balaye, quant à lui, toutes les accusations.

Largement ignoré des médias nationaux, non représenté au Parlement et inéligible à cause d'une condamnation pour fraude fiscale qu'il qualifie de politique, Alexeï Navalny reste

pourtant la principale voix de l'opposition, encore plus depuis l'assassinat de Boris Nemtsov en 2015.

Il bataille en particulier depuis des années contre le parti du Kremlin, Russie Unie, qu'il appelle le "parti des voleurs et des escrocs". Ses émissions diffusées sur YouTube - où il rassemble plus de 4,8 millions d'abonnés - sont très populaires et ses enquêtes sur la corruption des élites affichent plusieurs dizaines de millions de vues. L'opposant, son Fonds de lutte contre la corruption (FBK) créé en 2012 comme ses partisans font régulièrement l'objet d'amendes, de perquisitions, de menaces et d'agressions.

Il affirme que tout ceci fait office de représailles pour avoir notamment organisé à l'été 2019 un important mouvement de contestation, ayant abouti à un revers pour le pouvoir aux élections locales à Moscou.

C'est pendant des législatives en décembre 2011, qui déclenchent une vague de protestation sans précédent, qu'Alexeï Navalny gagne sa notoriété par la virulence de ses prises de parole contre le Kremlin.

En septembre 2013, il obtient son premier succès électoral aux municipi-

pales dans la capitale russe, créant la surprise en arrivant deuxième avec 27% des voix et confortant son statut de figure de proue de l'opposition.

Face plus sombre, il a aussi participé au début de sa carrière politique à des rassemblements aux relents racistes comme la Marche russe, avant de gommer la tonalité nationaliste de ses prises de position.

Depuis 2013, ce père de deux enfants multiplie les courts séjours en rétention administrative et les condamnations dans des affaires dont il dénonce systématiquement les arrière-pensées à caractère politique, impliquant également son frère Oleg, emprisonné pour trois ans et demi fin 2014.

Ses démêlés judiciaires lui valent d'être inéligible jusqu'en 2028 mais il a toujours assuré que rien ne viendrait amoindrir sa motivation, même les menaces pesant sur sa sécurité et sa famille. "Je fais de la politique depuis longtemps, je suis souvent arrêté (...). C'est simplement une partie de la vie", relativise-t-il.

"Je fais le travail que je préfère, les gens me soutiennent, j'ai de nombreux partisans. Qu'est-ce qui peut rendre un homme plus heureux ?"

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

FACTEUR DE CHANCE	ANACHORÈTE	BROME MUTIN	GROUPE ANGLAIS	DÉBUT DE ROMAN	GLUCIDE	BALAI	EFFRÉNÉ
LE PAYS DU GOÛT					LE FOU DE LONDRES JOINT		
MÉTAL AFFABLE		VOYELLES EN AVAL		ADHÈRE FLEUVE D'IRLANDE			
					CUBE INVERSÉ	QUI ONT UNE FIN	
EN DIRECT			COME-BACK TRAMÉE				
PÈRE EXEMPLAIRE					PAS PRO		
ARTICLE ÉCOURTE		DÉCHIFFRÉE			AVANT LA MANIÈRE	LE MÊME	
		MÉTAL BRUIT VIOLENT			LETRES DE SADE	ARTICLE	
PUB			RÉSISTANT			SUCRE POINT COMMUN	LANCÉE
IL A DES BOUTONS	DÉSERT ROCHEUX		VOYELLES	BUSTE ROCHER			
					POSSESSIF GRECQUE	EN TOURNÉE	
OISEAU BIEN REPASSÉ			BOUCHE COUSUE				
			BOULIER			ELLE ET LUI	

Solution mots flechés d'hier

SABRE	PAS DONNÉE	TUEUR À GÂGES	A	REPTILE	EXPRIME	DIRIGE DE BAS EN HAUT	G	GIVRE	SODIUM ROUSSIN	N	AISE
C	O	N	G	E	D	I	E	NEZ	P	A	F
PARTIE DU NÉANT	N	E	A	CHAMBRE FROIDE SOIT DE CONDUIT	I	G	L	O	O	MARQUE UN BUT	A
ASCÈTE REPTILE	E	R	M	I	T	E	COLÈRE	MARE	L	A	C
OR	V	E	T	BAGARRE	R	I	F	I	F	I	
QUARTIER DE REIMS	E	I	POUVOIR D'ACHAT	BOÛSE	A	DÉBUT D'HIVER	R	POIL À MOI	C	I	L
HARMONIEUX	U	PRONOM PERSONNEL	B	AVANCE LETTRES D'IFRANE	C	H	E	M	I	N	E
A	S	S	O	R	T	I	FIN DE PARTIE	I	E	GRECQUE	CONJONCTIF
À L'ENVERS INFUSE	E	E	N	N	I	FAIT UN TOUR À L'ŒIL	C	E	R	N	Ê
PLAISANTE	MORCEAU DE RAP	PÈRE	DANS LA PRAIRIE	APERÇU À LA FLAN	V	U	POUR CASSER LE CŒUR	N	PARTIE D'UN COUPLETT	U	P
B	A	D	I	N	E	QUARTIER DE CAEN	D	PARÉIL	T	GRECQUE	O
SURGI	P	A	R	U	ARRIVÉ	A	D	V	E	N	U
BAFOUILLE	B	I	L	L	E	T	UNITÉ D'ÉCLAIREMENT	L	U	X	

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâdi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouihy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Documentation
Nadia Ghazali

Correspondants
Ahmadou El Katab (Laâyoune)
Abdelali khallad (Essaouira)

Collaborateurs
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Liberation@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32
Fax de la rédaction:
0522 62.09.72

Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Youssoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier de PRESSE
130 / 64

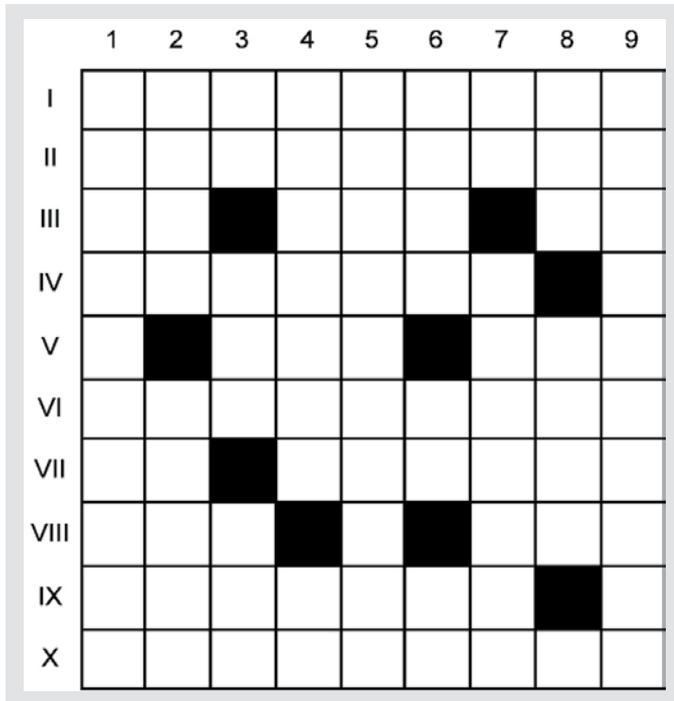
Site web:
www.libe.ma

Journal Libération

Libération Maroc



Mots croisés



HORIZONTALEMENT

- I. Une sacrée descente qui vaut bien deux ascensions.
- II. On ne pense qu'à leur sauter dessus !
- III. Petit singe. - Verre de contact. - Non organisés lors des cours d'éducation sexuelle.
- IV. Drôles de pastis.
- V. Vous trouverez sa mère au fond de la cour. - Produit du terroir.
- VI. Manque souvent de reconnaissance.
- VII. Article de cuisine. - Garder la chambre.
- VIII. Curieusement situé en plein Zürich. - Du neuf avec du vieux.
- IX. On s'assied dessus.
- X. Jalouses.

VERTICALEMENT

- 1. Indien d'Amérique ou nègre de chez nous.
- 2. Petit rapporteur. - Son frère était homme de loi.
- 3. Signé Copernic. - Fin de partie. - Stable et abrégé.
- 4. Briseurs de rêves. - Demi parisien.
- 5. Peu clair.
- 6. Ouvrir les guillemets. - Tête de nègre. - Cours élémentaire.
- 7. Double zéro. - Ruines.
- 8. Instable et abrégé. - Enlevée.
- 9. Laisserons la place.

Solution mots croisés d'hier



Grilles de sudoku

Facile

	5	2		1			4	
			5	2	3	1	6	
			8	4	7			
	2	5		9	8	4	6	
	1	4	6	3		2	8	
		8		6	4			
5	9	6	7		3			
4			5		6	7		

Moyen

		2	4	5		8	6	
	8		7	9				
		9						2
	2	7		3				5
3								4
8		5			3	2		
1					4			
		6	1			3		
7	4		8	5	1			

Difficile

		4				6		
6			7			8		
	7	9		5				
			5			3	2	
		7	3	9	4	8		
1	3		2					
		6			5	1		
	1		3				4	
9					3			

Expert

		1	4			5		
	9				7		4	
			1	5				3
		6	8					
1	2						8	6
					4	1		
9			3	6				
5	2						9	
6			8	2				

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

2	6	7	1	4	9	5	8	3
3	5	4	8	7	6	2	1	9
1	8	9	2	3	5	7	4	6
9	4	8	6	5	7	3	2	1
6	7	1	9	2	3	8	5	4
5	3	2	4	1	8	9	6	7
4	9	3	5	6	2	1	7	8
8	2	6	7	9	1	4	3	5
7	1	5	3	8	4	6	9	2

Moyen

7	8	3	9	1	2	5	6	4
6	5	9	3	4	8	7	2	1
4	2	1	7	6	5	8	9	3
9	4	7	1	5	3	6	8	2
2	1	6	8	9	7	4	3	5
8	3	5	4	2	6	9	1	7
5	9	2	6	3	4	1	7	8
3	6	8	5	7	1	2	4	9
1	7	4	2	8	9	3	5	6

Difficile

5	9	3	8	1	7	4	2	6
6	4	7	3	5	2	8	9	1
1	8	2	4	6	9	3	7	5
9	5	4	7	8	1	6	3	2
2	6	8	9	3	5	7	1	4
7	3	1	2	4	6	9	5	8
3	2	5	6	9	8	1	4	7
8	7	9	1	2	4	5	6	3
4	1	6	5	7	3	2	8	9

Expert

2	5	1	3	6	9	7	8	4
8	9	6	1	4	7	5	2	3
3	7	4	8	2	5	6	1	9
9	2	8	7	1	6	4	3	5
7	4	5	2	9	3	8	6	1
1	6	3	4	5	8	2	9	7
4	1	9	6	7	2	3	5	8
6	8	7	5	3	1	9	4	2
5	3	2	9	8	4	1	7	6

Sport

Tunisie Un bastion du handball en Afrique



Une culture de handball solidement ancrée, un système de formation performant: la Tunisie, référence du handball africain, lance vendredi face à la Pologne son 14e Championnat du monde masculin consécutif et peut surprendre son monde, comme en 2005 à domicile.

"La Tunisie est sur le trône de l'Afrique" grâce à "des années de travail", explique fièrement l'entraîneur des gardiens de but de la sélection tunisienne, Riadh Sanaa.

Pour celui qui a participé à onze Mondiaux comme joueur puis entraîneur, le handball tunisien s'est développé grâce à "la multiplication des installations sportives et à la politique encourageante de l'Etat", au point d'en faire le deuxième sport le plus populaire dans ce pays du Maghreb après le football.

Depuis sa création dès l'indé-

pendance en 1956, la fédération tunisienne est devenue la plus titrée d'Afrique, avec dix titres continents, le dernier en date en 2018.

Vice-champions d'Afrique 2020, battus par l'Egypte, l'un de leurs deux rivaux historiques avec l'Algérie, les "Aigles de Carthage" profitent à plein de la stratégie de formation mise en place dans les années 1990.

L'Etat tunisien a alors créé des centres de formation au sein de clubs dans les villes côtières du nord-est du pays. Obligés de leur consacrer 20% de leur budget, ces clubs sont devenus des "pépinières pour les jeunes", souligne le journaliste sportif Hatem ben Emna.

Issus de ces bastions du hand, comme Moknine, Beni Khiair, Mahdia ou Menzil-Temim, certains ont pu percer et être recrutés par des grands clubs européens.

Ainsi, Wissam Hammam, révélé durant le Mondial-2005 organisé à domicile et terminé à la 4e place, meilleur résultat de la Tunisie dans un rendez-vous planétaire, a fait l'essentiel de sa carrière à Montpellier où il a collectionné les titres de champion de France et autres trophées français.

De son côté, Wael Jalouz est passé par le club allemand de Kiel (2013-14) et le géant catalan du FC Barcelone (2014-18) pour devenir une source d'inspiration pour les espoirs fréquentant les nombreux complexes sportifs de la côte nord-est.

Dans ces régions, "la culture de handball est enracinée", souligne Sami Saïdi, entraîneur de l'équipe nationale depuis août 2020, qui a succédé à l'Espagnol Toni Gerona et à une série de sélectionneurs étrangers, dont le Français Alain

Portes.

Le gardien de l'équipe Marwan Maggaiez se souvient ainsi avoir débuté en jouant dans la rue dans les quartiers populaires de Beni Khiair, où il a grandi.

Avec certains de ses futurs coéquipiers, "ça nous arrivait de jouer des matches à minuit et même à une heure du matin !", se rappelle le portier de 37 ans. "Ce qui fait que lorsque nous avons rejoint El Baath Sportif de Beni Khiair, on était prêts".

Son idole d'alors est devenue son entraîneur.

"Quand j'étais jeune, je suivais le jeu brillant du gardien de la Tunisie lors de la Coupe d'Afrique 1994, Riadh Sanaa", explique-t-il, désignant fièrement l'ex-champion à quelques pas de lui, en plein entraînement dans une salle de Hammamet (nord-est).

"Il y a une communication et une continuité étroites entre les générations, l'encadrement des joueurs passe par ça, c'est pour cela que nous parlons de grande tradition de handball dans notre pays", souligne le gardien.

Régulièrement classée entre la 10e et la 20e place mondiale, la Tunisie a participé aux deux derniers JO (8e en 2012, 12e en 2006), mais n'est jamais jusqu'ici montée sur le podium d'un Mondial, échouant en 2005 d'un but (26-25) face à la France pour la médaille de bronze dans "son" Mondial.

Mais au-delà du résultat final, Sami Saïdi appelle à profiter de ce Mondial organisé en Égypte voisine pour "attirer plus d'enfants et leur faire aimer ce sport", à travers notamment "des tournois pour les enfants, pour découvrir les jeunes talents".

Le PSG s'adjuge le Trophée des champions



Le Paris SG, grâce à Mauro Icardi et Neymar, a pris sa revanche contre Marseille (2-1) pour remporter le Trophée des champions, mercredi à Lens, premier titre de l'ère Mauricio Pochettino.

Si la pluie porte bonheur aux mariés, alors l'union entre "Poche" et le PSG promet d'être fructueuse, au vu des trombes d'eau qui sont tombées durant la soirée.

Le technicien argentin, arrivé début janvier, a perpétué une habitude maison, avec ce 8e Trophée des

champions consécutif qui rassure un club en manque de repères cette saison.

Malmenés en championnat, critiqués pour leur jeu parfois insipide, les Parisiens ont retrouvé un semblant de normalité, au moment de soulever le 26e trophée de l'ère QSI démarrée en 2011.

Leur bruyante célébration collective, qui tranchait dans le silence du stade Bollaert à huis clos, en disait long sur leur soulagement.

Relancer le rouleau-compresseur,

c'était justement l'objectif assigné à Pochettino qui a célébré le premier titre de sa carrière d'entraîneur aux côtés de son fidèle staff.

Battre le rival marseillais est d'autant plus symbolique que le "Clasico" perdu au Parc des Princes (1-0), il y a quatre mois, avait auguré de l'automne compliqué qui allait être fatal à son prédécesseur Thomas Tuchel.

Cette fois, ses joueurs ont maîtrisé leur sujet et leurs nerfs, comme l'avait demandé "Poche" qui a fait du contrôle des émotions l'un de ses premiers axes de travail.

Balayés le mauvais souvenir de septembre, le début de bagarre générale, les accusations racistes et homophobe, les cinq cartons rouges. Il est resté une équipe solide, qui n'a laissé que peu d'espaces à l'OM.

Les joueurs d'André Villas-Boas visaient leur premier trophée depuis la Coupe de la Ligue 2012.

Mais ils ont manqué de tranchant, à l'image de Florian Thauvin (54e), Duje Caleta-Car (59e) ou Valentin Rongier (75e) qui auraient pu faire payer aux Parisiens leur entame moyenne de seconde

période, à nouveau.

La réduction du score par Dimitri Payet (89e) est arrivée trop tardivement pour cette équipe qui a été "la meilleure", selon son entraîneur André Villas-Boas, satisfait de l'attitude de ses joueurs.

"On leur a rendu la tâche difficile", a expliqué le Portugais.

Mais la maladresse phocéenne a aussi fait les affaires de Pochettino, qui a pu laisser une heure sur le banc sa superstar Neymar, de retour dans le groupe un mois après s'être blessé à une cheville.

"Ney" a marqué sur un penalty (84e) provoqué par Leandro Paredes, et validé par l'assistance vidéo (VAR), comme pour rappeler que Paris était de retour.

Le Brésilien a eu à coeur de redorer le blason du PSG: quinze minutes après le coup de sifflet final, il a publié sur Instagram un message champion, en clin d'oeil à celui de Dimitri Payet qui s'était réjoui de la défaite parisienne en finale de la Ligue des champions, en août dernier.

C'était bien un retour vers le futur pour la formation de la capitale, qui s'est rappelée au bon souvenir des

"quatre fantastiques" que Tuchel alignait peu, soit parce qu'il préférait un système plus stable, soit parce que ses super-héros étaient indisponibles.

Parmi eux, Mauro Icardi, désigné homme du match, a le plus impressionné à Lens.

Le "Goleador", gêné par des pépins aux adducteurs et à un genou depuis quatre mois, a enchaîné un second match avec un but, après celui contre Brest samedi (3-0), pour la première fois de la saison.

Sur un centre de Di Maria, il a battu Steve Mandanda en deux temps (39e), après que le gardien phocéen a arrêté sa tête.

L'ancien de l'Inter a eu une balle de doublé, mais sa frappe puissante, au terme d'un contre initié par Mbappé, a trouvé la barre transversale (45e+2).

"Kyky" a lui vu son but annulé pour un hors-jeu (29e). Il aura une nouvelle chance de marquer dans un "Clasico" le 7 février prochain, au Vélodrome, une semaine avant le 8e de finale aller de Ligue des champions face au FC Barcelone: le match qui dira si, vraiment, le PSG a retrouvé l'étoffe d'un champion.



Les U17 défaits par l'EN du Sénégal

La sélection marocaine des moins de 17 ans (U17) s'est inclinée, mercredi au terme de son 2ème match amical, face à son homologue sénégalaise sur le score de 1 but à 0, au complexe Mohammed VI de football à Maâmora.

Le joueur sénégalais Sane Ibou a été l'auteur de la seule réalisation de la rencontre.

Les lions de l'Atlas avaient perdu également, samedi dernier par le même score (0-1), leur premier match amical qui les a opposés aux Sénégalais. Ces deux rencontres s'inscrivent dans le cadre des préparatifs de l'équipe nationale pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations de la catégorie, qui aura lieu en mars prochain au Maroc.

Au Moyen Atlas, le VTT national renaît de ses cendres et rêve de l'élite mondiale



Le Vélo tout terrain (VTT) a dû attendre l'année 1992 pour renaître de ses cendres au Moyen Atlas, à l'initiative des amateurs marocains et étrangers de ce sport d'aventure et de défi, regroupés au sein d'un petit club à Azrou.

La pratique de ce sport dans cette région connue par ses reliefs difficiles est l'expérience la plus attractive pour les chercheurs de randonnées pleines de défis et qui correspondent tant aux amateurs qu'aux professionnels.

Les premières prémisses de ce sport dans son nouveau format remontent à 1995 au Moyen Atlas, à travers une participation à la 5è édition du Raid Atlas, organisée à l'époque par la Fédération royale marocaine de ski et sports de montagne, avant la programmation, la même année, d'une autre course en circuit fermé reliant Oukaïmeden et Toubkal.

Depuis, le VTT marocain tente, tant bien que mal, de se mesurer à l'élite mondiale, même si ce sport a été pratiqué dès 1966, avant de devenir sport olympique à part entière.

En 1997, la Fédération royale marocaine de ski et sports de montagne a organisé la première course exclusivement consacrée au VTT dans la région de Moudmane (Ifrane) avec une course de descente et un cross-country olympique (XCO), suivie la même année par le circuit des lacs du Moyen Atlas, une course organisée en étapes durant 6 jours au départ de la ville d'Ifrane en passant par le lac Dayt Aoua, Dayt Hachlaf, Michlifen, Lac Afenourir et retour à Ifrane, avec la participation d'une trentaine de passionnés en provenance de Casablanca, Meknès,

Azrou et Marrakech.

Durant la même année, la Fédération royale marocaine de ski et sports de montagne, en étroite collaboration avec la Fédération royale marocaine de cyclisme (FRMC) a organisé une première course VTT dans la forêt de Bouskoura à Casablanca, ce qui a donné à l'époque un nouveau souffle au VTT au Maroc avec l'intégration de cette discipline au sein de la Fédération royale marocaine de cyclisme (FRMC).

En 1998, plusieurs clubs ont vu le jour et venaient s'ajouter au Club d'Azrou, qui fut le seul à pratiquer ce sport, dont le club VTT d'Oujda, qui a inauguré les compétitions dans le nord du Maroc à travers l'organisation du Grand prix VTT d'Oujda, suivi par une course à Tétouan, organisée par le lycée Juanito Benavente. Cette dernière avait connu une grande affluence de Vétéristes venus des différentes régions du Royaume.

Dans la foulée, plusieurs clubs et associations de VTT ont été créés notamment durant la période allant de 2001 à 2003 qui a vu la naissance des clubs de Mrirt, Khénifra, Fès, Béni Mellal, Sefrou et Nador ainsi que des sections VTT au Racing Universitaire de Casablanca et au Yacht Club d'Agadir.

Afin de mieux encadrer juridiquement cette discipline et permettre à ses pratiquants d'acquiescer des licences et une assurance sportive, tous les clubs ont œuvré de concert à la création de l'Association marocaine de VTT en 2003 en lui assignant la mission première de faciliter le travail de la FRMC, notamment par la création et la gestion d'une section VTT.

Cette nouvelle structure a permis dès 2003 la participation à une

première compétition internationale, tenue en Turquie, une épreuve internationalement reconnue, faisant partie intégrante du calendrier du championnat du monde de VTT Cross-country pour enchaîner avec la participation à une seconde compétition internationale en 2005, en Espagne, à la Volcar dans une course par étapes de trois jours.

En 2006, le club d'Azrou VTT a pris part au Raid de la Transatlas, une épreuve de VTT par étapes, puis au Titan Désert, surnommé le Dakar du cyclisme en raison de la nature de la compétition et sa difficulté. Une épreuve d'orientation, de résistance et d'endurance en VTT, disputée sous forme de challenge.

En 2007, la ville de Béni Mellal a été au rendez-vous avec deux compétitions, fruit de la collaboration entre le club Raja Béni Mellal de VTT et le département Rhône Alpes, en France. Cette opération a donné un vrai coup de pouce au développement de cette discipline dans la région de Béni Mellal.

A ce propos, l'entraîneur des équipes nationales de VTT, Abderahim Riadi, a fait savoir que les premiers rabattissements du VTT au Maroc remontent au début des années 1990 à travers la création du club Azrou VTT, qui organisait des sorties entre Azrou et Ifrane, une région qui dispose de parcours adéquats pour la pratique de cette discipline qui combine aventure et plaisir.

Dans une déclaration à la MAP, il a assuré que le peu de clubs créés après 1995 étaient affiliés à la Fédération royale marocaine de ski et sports de montagne, dans la mesure où la plupart des courses étaient disputées dans des régions montagneuses.

Les premières courses organi-

sées au Maroc étaient tenues par des organisateurs étrangers, venus notamment de l'Espagne, la France et la Belgique, outre l'Association nationale, créée afin de coordonner l'action des clubs dans le but de promouvoir la pratique de ce sport, dont le raid Al Atlas (1997) et le 1er grand prix d'Oujda, devenu un rendez-vous annuel, avant que d'autres courses ne soient organisées dans plusieurs villes, notamment Azrou, Ifrane, Tétouan, ou encore Casablanca (Bouskoura), avec au menu des courses en descentes, des contre-la-montre et des cross-country olympiques (XCO), a-t-il dit.

A la faveur des efforts consentis par les clubs et associations visant la promotion du VTT national, en dépit du manque des moyens, le Maroc a réussi à organiser la plus prestigieuse compétition de VTT, à savoir le Titan Desert, le plus célèbre au monde, organisé par l'association espagnole "Gaes Titan by Garmin", en collaboration avec la FRMC et un constructeur automobile mondial, a-t-il fait savoir.

Selon lui, la FRMC, dans sa quête de contribuer au rayonnement de ce sport et élargir la base des pratiquants, a créé une commission dédiée, ce qui a contribué aux bons résultats signés par l'équipe nationale lors de ses participations internationales, dont la médaille de bronze obtenue par Adel Jelloul aux championnats d'Afrique de VTT à l'île Maurice (2017), les médailles d'or de Youssef Bdadou et Maroua Alami au cross-country juniors à Mascate, puis les championnats arabes tenus l'année dernière en Tunisie (2 or, 2 argent et 2 bronze).

Néanmoins, l'entraîneur de

l'équipe nationale de VTT a reconnu l'existence de plusieurs écueils freinant la promotion de ce sport, notamment le manque de moyens financiers et d'infrastructures, l'absence d'un centre de formation dans les différentes catégories (descente, cross-country olympique et orientation), outre la formation des entraîneurs, arbitres et dirigeants.

Après avoir souligné l'importance de la formation et la formation continue des entraîneurs et arbitres, il a indiqué que la direction technique nationale (DTN), dans le but de surmonter ce déficit, notamment sur le plan de l'arbitrage, a organisé une session de formation au vélodrome de Casablanca, sous la supervision d'un expert international et la participation de 8 arbitres, outre une session de formation par visioconférence en 2020, réservée aux entraîneurs suite à l'arrêt de toutes les activités en raison du Covid-19.

Il a, à cet égard, mis l'accent sur l'importance qu'accorde la DTN au VTT féminin, dans la perspective de la formation d'une sélection nationale féminine compétitive, relevant que la médaille de bronze décrochée aux Jeux arabes (Rabat-2019) par une athlète marocaine se veut un résultat encourageant en vue de continuer le travail déjà abattu.

La commission nationale de VTT aspire à participer aux compétitions internationales afin d'améliorer le classement de l'équipe nationale, en particulier aux championnats du monde organisés par l'Union cycliste internationale, afin de prendre part aux Jeux olympiques, a-t-il conclu.

Par Taoufik Saoulaji (MAP)

Requinquer les bébés rhinos

C'est un orphelinat. Pour bébés rhinocéros. Ils ont souvent perdu leur maman face aux braconniers, alors l'adresse de cet enclos, perdu dans la végétation luxuriante du Limpopo, au nord de l'Afrique du Sud, reste top secrète.

Il faut emprunter une longue piste de terre rouge, parsemée de flaques profondes et traversée par de petits singes espiègles, longée aussi par une cavalcade de girafes qui semblent courser la voiture, sur le bas côté.

Arrie Van Deventer, 67 ans, donne rendez-vous à un carrefour et conduit l'équipe de l'AFP jusqu'à la grille indiquant une réserve animale comme il y en a cent dans ce coin-là. Incognito.

"Quand un ouvrier agricole fait passer l'info à des braconniers, même s'il se contente juste de dire +A cet endroit, il y a cinq rhinos+, il va gagner plus d'argent que son salaire annuel". Imparable. Donc il faut faire très attention, explique le fondateur de l'orphelinat, qui fonctionne grâce à des dons privés.

Cet ancien prof d'histoire, devenu éleveur, reçoit un appel en 2011. A proximité, deux femelles ont été tuées, un bébé aussi, il reste un nourrisson. Il se renseigne pour essayer de placer le rhino blanc. "J'ai passé des coups de fil et me suis rendu compte qu'il n'y avait pas d'endroit acceptable pour ce bébé. Je me suis entendu dire à un interlocuteur +OK, je vais en construire un+".

La mission de l'orphelinat tient en trois mots: "Secourir, requinquer et relâcher". Peu de visiteurs et aucun touriste. Discretion oblige mais aussi pour ne pas habituer les bêtes à la présence humaine. Après, "ça devient beaucoup plus difficile de les préparer



à retrouver leur état sauvage".

Quatre salariées et deux volontaires, toutes des femmes, s'occupent d'un "certain nombre" d'animaux, une majorité de rhinos blancs, quelques noirs aussi.

Pendant les cinq premiers mois, elles dorment chaque nuit avec les petits rhinos, "on devient leurs mamans", explique la directrice Yolande Van Der Merwe, 38 ans. "Ils se collent à nous pendant la nuit, pour

le contact et la chaleur" dans une sorte d'étable ouverte. "Si on veut aller manger ou passer aux toilettes, on doit se faire remplacer. Sinon le bébé stresse, crie, pleure". Un son aigu qui évoque le dauphin, selon Arrie.

Ces dix dernières années, des milliers de rhinos ont été tués dans le pays pour leurs cornes, très recherchées en Asie, notamment au Vietnam, pour toutes sortes de vertus présumées. Un luxe si recherché qu'il peut

se vendre plus de 90.000 euros le kilo. Un trafic illégal contrôlé par des réseaux mafieux.

A l'orphelinat, les trois plus jeunes pensionnaires partagent un enclos. "Deux filles et un garçon" qui attendent leurs biberons, remplis d'un mélange de lait et de riz bouilli mixé. Toutes les quelques heures.

Zanré Van Jaarsveld vient les caresser, en grattant leur cuir épais. Mais vite, ils se lassent. "Ils ont faim là, ils deviennent grincheux". Les femelles ont la réputation d'être plus regardantes sur leur nourriture, "les garçons dévorent tout ce qu'on leur apporte".

Jessie est arrivée en avril, à l'âge de quatre mois, "quasiment en état de stress post-traumatique". "Nous lui avons donné du Valium pendant deux jours avant qu'elle ne se calme", raconte la soignante de 26 ans. "Elle était très déshydratée et avait une entaille à l'épaule, sans doute une blessure à la machette. On pense qu'elle a essayé de protéger sa mère, les tout petits ne pensent pas à fuir".

A la naissance, les animaux à la gueule rectangulaire pèsent une quarantaine de kilos. "Ils sont tout petits, pas plus hauts que mon genou", montre Yolande. Après, ils mangent énormément et prennent plus d'un kilo par jour. A un an, ces beaux bébés approchent de la demi-tonne.

Ce n'est que vers l'âge de cinq ans qu'ils sont prêts à se défendre des prédateurs et à être lâchés dans une réserve bien plus grande, à proximité. Une défenseuse de l'environnement y patrouille régulièrement. Elle donne aux dames de l'orphelinat des nouvelles de leurs anciens protégés.

Tajine au Riz



Viande :

600 g d'épaule de mouton
4 cl d'huile d'arachide
80 g d'oignon émincés finement
20 g de coriandre fraîche hachée
1 grosse pincée de gingembre
1 grosse pincée de safran
Sel, poivre

Riz :

250 g de riz
3 cuillères à soupe d'huile d'arachide
1 grosse pincée de safran
1 dl de bouillon

1 bouquet garni
Sel, poivre

Découper la viande en morceaux de 50 g. Dans une cocotte, mettre l'huile à chauffer. Y colorer la viande puis ajouter les oignons, la coriandre et les épices. Saler et poivrer. Mouiller avec de l'eau à hauteur des morceaux. Laisser cuire à feu doux. Dans une casserole, mettre l'huile, le riz et le safran. Mélanger. Ajouter le bouillon et le bouquet garni. Saler et poivrer. Couvrir et laisser cuire à petit feu 20 minutes. En fin de cuisson, le riz doit absorber tout le liquide. Dans un grand plat, dresser le riz en couronne déposer la viande.

Un nouvel espoir de traitement du cancer de la prostate

Selon une étude de chercheurs australiens, une molécule rendant les cellules cancéreuses de la prostate résistantes au traitement a été découverte. Cibler cette molécule permet d'imaginer un traitement futur permettant d'inhiber ou de réduire ces types de cancers neuroendocriniens de la prostate.

Des chercheurs australiens ont identifié un mécanisme par le biais duquel les cellules cancéreuses de la prostate peuvent "changer" de caractéristiques et devenir résistantes à la thérapie, donnant ainsi l'espoir de nouveaux traitements. Comme le rapporte Science Focus, ces résultats, publiés dans Cell Reports, sont une avancée majeure afin

de découvrir comment un sous-type agressif de cancer de la prostate, le cancer neuroendocrinien de la prostate, se développe après le traitement du cancer de la prostate.

"Il est bien établi que certaines tumeurs présentent une 'plasticité' cellulaire accrue en réponse à des conditions nouvelles ou stressantes, telles que le traitement du cancer", explique le chercheur principal de l'étude, le professeur agrégé Luke Selth du Centre de recherche en santé numérique Flinders à Adélaïde, en Australie. Cette plasticité permet aux cellules cancéreuses de s'adapter et de continuer à croître en évoluant vers différents types de cellules qui ne répondent plus au traitement.

